

La régulation concurrentielle des marchés de communications électroniques

1.	L'analyse des marchés en France en 2006	265
	A. Un outil d'une régulation adaptée	265
	B. Les analyses de marché menées à bien en 2006	266
	C. Les mesures diverses concernant les analyses de marché	267
	D. Le début de la dérégulation des marchés	268
2.	La téléphonie fixe	271
	A. Les marchés pertinents de gros de la téléphonie fixe	271
	B. Vers un allègement de la régulation des marchés de détail	275
	C. Le contrôle des décisions tarifaires de France Télécom	277
3.	Les marchés du haut débit	279
	A. Le marché de détail	279
	B. La régulation des marchés de gros	282
	C. Le dégroupage	284

	D. Les offres d'accès large bande livrées aux niveaux régional et national	291
	E. Le très haut débit (la fibre)	296
4.	Les mobiles	299
	A. L'interconnexion mobile	299
	B. Le marché de l'accès et du départ d'appel sur réseaux mobiles et les opérateurs mobiles virtuels	309
	C. L'itinérance internationale	313
5.	Les autres analyses de marché achevées en 2006	317
	A. Les services de capacité	317
	B. Le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle	318
6.	Les spécifications des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable	321
	A. Les objectifs des obligations comptables	322
	B. Obtenir des informations relatives aux coûts	322
	C. Vérifier le respect de l'obligation de non-discrimination sur les marchés de gros	323
	D. Améliorer la transparence vis-à-vis des tiers	323
	E. Préparer l'allègement de la régulation sur les marchés de détail	324

L'analyse des marchés en France en 2006

L'année 2006 marque pour l'Autorité la fin du premier "round" des analyses de marché, imposées aux autorités nationales de régulation (ARN) des 27 Etats membres de l'Union par la recommandation de la Commission européenne sur les marchés pertinents du 11 juillet 2003. Au 31 décembre 2006, l'Autorité avait mené l'analyse des 18 marchés de cette recommandation¹ ; elle avait par ailleurs mené une analyse de marché de la terminaison d'appel SMS, non listée dans la recommandation.

1 - Voir *infra*.

A. Un outil d'une régulation adaptée

La loi du 9 juillet 2004, qui a transposé les directives du "paquet télécom" adoptées en 2002, a fait évoluer les méthodes et les concepts de la régulation dans le sens du droit commun de la concurrence.

Il appartient ainsi au régulateur de délimiter un marché et de vérifier s'il est pertinent pour une régulation sectorielle, de repérer le ou les acteurs puissants sur ce marché et de le démontrer. Pour ce faire, l'ARCEP procède à une analyse détaillée du marché qui comprend successivement une consultation publique, le recueil de l'avis du Conseil de la concurrence, puis une notification à la Commission européenne. Celle-ci dispose d'un pouvoir de veto sur la définition du marché, s'il n'appartient pas à la liste qu'elle a prédéfinie, ainsi que sur la désignation des opérateurs puissants, notamment à fin d'harmonisation européenne. En outre, le régulateur doit, dans le cadre de son analyse de marché, spécifier les remèdes, c'est-à-dire les obligations imposées aux acteurs puissants, qu'il envisage d'appliquer. Pour ce faire, il doit choisir parmi la liste fixée dans la loi² les obligations qui sont le plus appropriées aux problèmes de concurrence constatés sur le marché analysé et veiller à ce qu'elles soient proportionnées aux objectifs de régulation.

2 - Cf. article L. 38 du CPCE.

Cette logique entraîne un recentrage de la régulation sur les marchés de gros. D'une part, l'Autorité de régulation dispose de pouvoirs lui permettant de développer de nouveaux outils de régulation sur les marchés de gros. D'autre part, une fois ces outils en place, s'il s'avère qu'ils fonctionnent correctement, la régulation des marchés de détail devient moins justifiée et s'allège, voire disparaît. Ainsi la régulation évolue : si la concurrence s'accroît, la liste des remèdes s'allège. Si le marché devient pleinement concurrentiel, la régulation sectorielle disparaît et passe le relais au droit commun de la concurrence dont l'application relève du Conseil de la concurrence. Il est donc normal que la régulation imposée à un marché particulier varie dans le temps et l'espace selon l'appréciation des autorités de régulation nationales.

Le cadre mis en place en 2004 est ainsi indéniablement plus flexible et permet au régulateur d'adapter la régulation aux conditions effectives de concurrence sur un marché donné, et, le cas échéant, de la lever.

B. Les analyses de marché menées à bien en 2006

En 2006, l'Autorité a mené à bien cinq nouvelles analyses de marché, quatre d'entre elles inscrites dans la recommandation de la Commission sur les marchés pertinents et une non recensée dans cette liste.

Deux autres marchés (l'itinérance internationale et le départ d'appel mobile) ont fait l'objet d'une analyse de la part de l'ARCEP, mais connaissent une situation spécifique.

1. Les services de capacité

Trois analyses de marché terminées en 2006 par l'Autorité concernent les services de capacité, ou liaisons louées (marchés 7, 13 et 14)³. Elles ont fait l'objet d'une même décision⁴ :

- ◆ portant sur la définition des marchés pertinents des services de capacité ;
- ◆ désignant France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ces trois marchés et lui imposant des obligations imposées à ce titre.

2. Le marché de gros de la radiodiffusion

L'Autorité a par ailleurs terminé l'analyse du marché de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels (marché 18)⁵. Elle a ainsi adopté deux décisions⁶ :

- ◆ portant sur la définition du marché pertinent de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels ;
- ◆ désignant TDF comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et lui imposant des obligations à ce titre.

3. Le marché de gros de la terminaison d'appel SMS

En outre, l'Autorité a mené une analyse du marché de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles⁷ (marché non recensé dans la liste des marchés pertinents de la recommandation de la Commission européenne), l'amenant à conclure que ce marché devait faire l'objet d'une régulation sectorielle⁸.

3 - Voir *infra* (chapitre 5, A).

4 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0592
du 26 septembre 2006.

5 - Voir *infra* (chapitre 5, B).

6 - Décisions de l'ARCEP
n° 06-0160 et n° 06-0161
du 6 avril 2006.

7 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0593
du 27 juillet 2006.

8 - Voir *infra*
(chapitre 4, A, 2).

Notons que la Commission européenne a proposé d'inclure ce marché dans la liste des marchés pouvant faire l'objet d'une régulation *ex ante* dans le cadre du processus de révision du cadre communautaire lancé en juin 2006.

4. Le marché de l'itinérance internationale

Au cours de l'année 2005, l'ARCEP a mené une analyse du marché de gros de l'itinérance internationale (marché 17)⁹ et a proposé des moyens d'intervention. Cette analyse, qui a été mise en consultation publique du 15 décembre 2005 au 21 janvier 2006, n'a toutefois pas été notifiée à la Commission européenne.

9 - Voir *infra* (chapitre 4, C).

En effet, ce marché a fait l'objet d'un traitement particulier, la Commission élaborant un règlement européen pour traiter de cette question.

Cette proposition de règlement de la Commission devrait être discutée par le Parlement européen et le Conseil des ministres fin mai ou début juin 2007.

5. Le marché de l'accès et du départ d'appel mobile

Fin mai 2005, l'Autorité avait suspendu l'analyse du marché de l'accès et du départ d'appels mobile (marché 15)¹⁰ qu'elle avait notifié à la Commission européenne en avril 2005, car elle avait estimé que l'arrivée trop récente des MVNO sur le marché mobile l'empêchait de juger avec certitude la situation concurrentielle de ce marché.

10 - Voir *infra* (chapitre 4, B, 2).

Elle avait néanmoins placé le marché mobile sous surveillance jusqu'à fin 2006, date à laquelle elle s'était engagée à notifier une nouvelle analyse du marché à la Commission.

Cette échéance a été repoussée afin de pouvoir prendre en compte le résultat du nouvel appel à candidatures pour l'octroi éventuel de la quatrième licence 3G ; cette circonstance aura en effet nécessairement un impact sur son analyse puisqu'un nouvel acteur sur le marché pourrait sensiblement stimuler la concurrence.

C. Les mesures diverses concernant les analyses de marché

1. Le Conseil d'Etat valide une analyse adoptée par l'ARCEP en 2005

L'analyse de marché relative à la terminaison d'appel fixe des opérateurs alternatifs adoptée en 2005¹¹, qui avait été contestée par un des acteurs, a été confirmée par le Conseil d'Etat dans un arrêt en date du 29 décembre 2006¹².

11 - Décision de l'ARCEP n° 05-0425 du 27 septembre 2005.

2. L'Autorité précise certaines obligations

L'Autorité a également été amenée à préciser un certain nombre d'obligations imposées dans certaines de ses précédentes décisions. Elle a ainsi précisé les obligations imposées à France Télécom en ce qui concerne l'offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique (VGAST) ainsi que la séparation comptable et la comptabilisation des coûts :

12 - CE, 29 décembre 2006, UPC France, n° 28825.

- ◆ décision n° 06-0162 en date du 4 mai 2006 spécifiant les modalités techniques et tarifaires de la VGAST¹³ ;

13 - Voir *infra* (chapitre 2).

14 - Voir infra (chapitre 6).

- ◆ décision n° 06-1007 en date du 7 décembre 2006 portant sur les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à France Télécom¹⁴.

3. L'Autorité décide du tarif de la terminaison d'appel mobile pour 2007

L'Autorité a également fixé le tarif de la terminaison d'appel vocal des opérateurs mobiles de métropole pour l'année 2007¹⁵.

15 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0779
du 14 septembre 2006.

D. Le début de la dérégulation des marchés

A mesure que la concurrence progresse, la régulation sectorielle doit s'alléger pour laisser progressivement place, lorsque c'est justifié, à l'application du seul droit commun de la concurrence.

Cette évolution a commencé en 2006 avec la dérégulation de certains marchés sur lesquels la concurrence s'est développée et en amont desquels les opérateurs alternatifs ont pu bénéficier de meilleures offres de gros.

16 - Décision de l'ARCEP
n° 07-0089
du 30 janvier 2007.

L'Autorité a ainsi estimé justifié¹⁶ de supprimer la régulation imposée à France Télécom sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national¹⁷.

17 - Voir infra
(chapitre 3, D).

Elle a également commencé à lever la régulation¹⁸ imposée à l'opérateur historique sur les marchés de détail des communications résidentielles¹⁹.

18 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0840
du 28 septembre 2006.

Ces évolutions montrent le bien-fondé du cadre actuel en ce qu'il est suffisamment flexible pour permettre au régulateur d'adapter de manière réactive les mesures de régulation en fonction de l'évolution des circonstances sur le marché.

19 - Voir infra
(chapitre 2, B).

Etat des lieux des analyses de marché menées par l'Autorité au 31 janvier 2007

Marchés	Statut de la décision				
	Analyses menées	Notification à la Commission	Décision adoptée	Recours	Réexamen
Marchés 1 et 2 Accès détail	X	X	X 27/09/05		
Marchés 3 à 6 Communications détail	X	X	X 27/09/05		X Dérégulation des marchés des communications résidentielles 28/09/06
Marché 7 Liaisons louées détail	X	X	X 26/09/06		
Marché 8 Départ d'appel	X	X	X 27/09/05		
Marché 9 TA fixe France Télécom	X	X	X 27/09/05		
Marché 9 TA fixe OBL tiers	X	X	X 27/09/05	X Rejet : CE 29/12/06	

Marchés	Statut de la décision				
	Analyses menées	Notification à la Commission	Décision adoptée	Recours	Réexamen
Marché 10 Transit	X	X	X 27/09/05		
Marché 11 Dégrouper	X	X	X 19/05/05	X Non-lieu à statuer : CE 28/12/05	
Marché 12 Bitstream	X	X	X 19/05/05		
Marché 13 Segment terminal liaisons louées	X	X	X 26/09/06		
Marché 14 Circuit interurbain liaisons louées	X	X	X 26/09/06		
Marché 15 Accès et départ d'appel mobile	X	X Suspension 31/05/05			
Marché 16 TA mobiles	X	X	X 09/12/04 (métropole) 01/04/05 (outre-mer)	X Rejet : CE 05/12/05	
Marché 17 Itinérance internationale	X	Règlement européen en cours d'élaboration par la Commission européenne			
Marché 18 Radiodiffusion	X	X	X 06/04/06		
Nouveau marché TA SMS	X	X	X 27/07/06		
Nouveau marché Offres haut débit nationales	X	X	X 28/07/05		X Suppression de la régulation 30/01/07

La téléphonie fixe

A. Les marchés pertinents de gros de la téléphonie fixe

1. La délimitation des marchés

Les marchés de gros de la téléphonie fixe permettent aux opérateurs de s'appuyer sur des prestations d'acheminement de trafic achetées à d'autres opérateurs, afin de proposer des services sur les marchés de détail.

Conformément à la recommandation sur les marchés pertinents de la Commission européenne²⁰, l'Autorité a distingué trois types de marchés de gros²¹ :

- ◆ **le marché du départ d'appel** qui concerne les prestations d'acheminement d'appel fournies par l'opérateur de boucle locale (OBL) à d'autres opérateurs afin de permettre à ces derniers de fournir des services aux abonnés raccordés par ledit OBL ;
- ◆ **le marché de la terminaison d'appel** qui concerne les prestations d'acheminement d'appel fournies par un OBL à d'autres opérateurs afin de leur permettre d'établir, via la connexion de leur réseau au réseau de cet OBL, des services à destination des abonnés raccordés à cet OBL. Du fait du sens des communications ainsi acheminées, on dit que cet OBL "termine" les appels vers ses abonnés ;
- ◆ **le marché des prestations de transit** sur le réseau téléphonique fixe, définies comme étant les prestations d'acheminement de trafic, pour le compte d'un opérateur tiers, et ne faisant pas partie des marchés du départ d'appel ou de la terminaison d'appel. A titre d'exemple, une prestation fournie par un opérateur A pour acheminer du trafic entre les réseaux d'un opérateur B et d'un opérateur C fait partie du marché du transit.

20 - Recommandation de la Commission du 11 février 2003, concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une régulation "ex ante" conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et les services de communications électroniques.

21 - Décision de l'ARCEP n° 05-0571 du 27 septembre 2005.

Une analyse des degrés de substituabilité a conduit l'ARCEP à limiter le marché du départ d'appel aux prestations d'acheminement de trafic livrées au niveau du premier équipement de commutation (ou de routage pertinent pour l'interconnexion) traversé.

Symétriquement au marché du départ d'appel, l'ARCEP a limité le marché de la terminaison d'appel aux prestations d'acheminement de trafic fournies entre le dernier équipement de commutation (ou de routage pertinent pour l'interconnexion) traversé par l'appel et l'abonné destinataire.

Conformément à la recommandation de la Commission européenne, et compte tenu de son analyse des degrés de substituabilité, l'Autorité a défini un marché de la terminaison d'appel sur chaque réseau de boucle locale. Elle a ainsi été amenée à définir autant de marchés qu'il existe d'opérateurs de boucle locale fixe.

L'Autorité a étudié, dans un premier temps, le marché de la terminaison d'appel géographique sur le réseau de France Télécom et, dans un second temps, celui de la terminaison d'appel géographique sur chacun des réseaux des OBL alternatifs.

Concernant les prestations de transit, l'ARCEP a défini les territoires suivants : la métropole, les départements d'outre-mer, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon, territoires sur lesquels elle est compétente en vertu du code des postes et des communications électroniques (CPCE). Pour tenir compte de l'existence de ces différents territoires et des spécificités concurrentielles entourant les prestations d'acheminement entre ceux-ci, l'Autorité a distingué, dans des marchés distincts, les prestations de transit assurées entre chaque paire de territoires composant le territoire national. En cela, l'Autorité a défini deux types de marchés du transit : le marché du transit intraterritorial et les marchés du transit interterritoires.

L'analyse des degrés de substituabilité du côté de l'offre et de la demande a par ailleurs conduit l'Autorité à inclure dans chacun de ces marchés de gros les prestations d'acheminement de trafic correspondant à l'ensemble des marchés de détail de communications, qu'il s'agisse ainsi d'acheminement de trafic téléphonique interpersonnel, de trafic Internet commuté ou de communications à destination de prestataires de services.

2. Influence significative

Au terme de ses analyses, l'Autorité a conclu à la puissance de France Télécom sur les marchés du départ d'appel, de la terminaison d'appel géographique sur son réseau, sur les marchés du transit intraterritorial et interterritoires.

Elle a également conclu à la puissance de chaque opérateur de boucle locale sur le marché de la terminaison d'appel géographique sur son propre réseau.

3. Les obligations imposées aux opérateurs

a. Les obligations imposées à France Télécom

Au titre de ses analyses et s'agissant des marchés de la téléphonie fixe sur lesquels France Télécom a été désigné puissant, l'ARCEP lui a imposé les obligations suivantes :

- ◆ obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès et de fournir les prestations associées de raccordement aux sites d'interconnexion et d'accès ;
- ◆ obligation de faire droit aux demandes d'accès spécifiques que sont la sélection/présélection du transporteur, la facturation pour compte de tiers, l'interconnexion forfaitaire à Internet (IFI) et la vente en gros d'un accès au service téléphonique²² ;

22 - Voir *infra*.

- ◆ obligation de fournir l'accès et l'interconnexion dans des conditions non discriminatoires ;
- ◆ obligation de fournir l'accès et l'interconnexion dans des conditions transparentes ;
- ◆ obligation de publier une offre de référence d'accès et d'interconnexion détaillant les conditions techniques et tarifaires de certaines prestations incluses dans les marchés de gros pertinents, et particulièrement structurantes pour les opérateurs ;
- ◆ obligation de fournir une offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique (VGAST)²³, et de publier une offre technique et tarifaire d'interconnexion en détaillant les modalités techniques et tarifaires ;
- ◆ obligation de fixer des tarifs d'interconnexion et d'accès à des tarifs reflétant les coûts correspondants, excepté pour les prestations dites de double transit de France Télécom, et pour les prestations dites de simple transit à compter du 1^{er} janvier 2007, pour lesquels France Télécom est tenu de ne pas fixer de tarifs excessifs ni d'éviction ;
- ◆ obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts²⁴.

23 - Voir *infra*.

24 - Décision de l'ARCEP
n° 06-1007
du 7 décembre 2006.

b. Les obligations imposées aux opérateurs de boucle locale

L'Autorité a défini les obligations imposées à chaque opérateur de boucle locale au titre de sa puissance sur le marché pertinent de la prestation de terminaison d'appel géographique qu'il fournit sur son propre réseau :

- ◆ obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès et de fournir les prestations associées de raccordement aux sites d'interconnexion et d'accès ;
- ◆ obligation de fournir l'accès et l'interconnexion dans des conditions non discriminatoires ;
- ◆ obligation de fournir l'accès et l'interconnexion dans des conditions transparentes ;
- ◆ obligation de fixer des tarifs de terminaison d'appel géographique non excessifs.

La régulation de l'opérateur historique France Télécom et celle imposée aux opérateurs de boucle locale alternatifs sur le marché de sa terminaison d'appel fixe sont différentes. L'Autorité a ainsi imposé à ces opérateurs alternatifs une obligation de ne pas pratiquer de tarifs "excessifs"²⁵ alors que l'opérateur historique doit pratiquer une tarification "orientée vers les coûts" (ou *at cost*).

25 - Décision de l'ARCEP
n° 05-0425
du 27 septembre 2005.

En effet, vu la part de marché de France Télécom sur le marché de détail de l'accès (supérieure à 95 % lors de l'analyse), le tarif de sa terminaison d'appel a un impact déterminant sur l'ensemble des charges supportées par les opérateurs tiers, et conditionne leur stratégie tarifaire sur les marchés de détail. Dès lors, si France Télécom pouvait fixer ce tarif indépendamment des coûts qu'il supporte pour produire la prestation, il pourrait créer une distorsion concurrentielle majeure, en empêchant les opérateurs alternatifs de proposer des tarifs aussi compétitifs que lui sur le marché de détail. C'est pourquoi l'Autorité a estimé justifié de soumettre France Télécom à l'obligation de fixer des tarifs reflétant les coûts correspondants.

Ce choix fait par l'ARCEP d'imposer aux opérateurs alternatifs fixes et à France Télécom des obligations différentes (tarifs non excessifs/tarifs vers les coûts) a été validé par la Commission européenne.

4. L'offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique (VGAST)

La VGAST, qu'est-ce que c'est ?

La VGAST est une offre de gros qui englobe l'abonnement *stricto sensu*, incluant l'accès au réseau, mais aussi les services traditionnellement associés à l'abonnement téléphonique (présentation du numéro, signal d'appel, etc.) ainsi que l'ensemble des communications interpersonnelles et à destination des numéros spéciaux et de l'Internet bas débit.

Elle est compatible avec une utilisation simultanée de la bande haute de fréquences, notamment dans le cas d'offres de gros d'accès large bande livrées au niveau régional ou national ou de dégroupage partiel, et ce quel que soit l'opérateur exploitant cette bande haute.

De plus, un abonné VGAST étant physiquement raccordé sur le réseau de France Télécom, une souscription à une offre VGAST n'entraîne pas la portabilité du numéro à l'opérateur VGAST, qui bénéficie en revanche d'une mise à disposition du numéro attribué à France Télécom.

L'analyse des marchés a montré que France Télécom exerce une influence significative sur le marché de gros du départ d'appel, ainsi que sur l'ensemble des marchés de détail de la téléphonie fixe tant en ce qui concerne l'accès que les communications.

L'introduction de la sélection du transporteur a certes permis un développement significatif de la concurrence sur les marchés des communications, mais l'instauration d'une concurrence effective, loyale et entière ne peut être pleinement obtenue que si les opérateurs alternatifs peuvent commercialiser une offre complète de service téléphonique, de type analogique ou numérique de base, aux clients raccordés au réseau de France Télécom.

Après des discussions multilatérales au sein d'un groupe de travail sous son égide, l'Autorité a pris, en mai 2006, une décision²⁶ spécifiant les modalités techniques et tarifaires de cette nouvelle offre de gros, dont les tarifs reflètent les coûts.

L'offre VGAST est disponible, en métropole et dans les départements d'outre-mer :

- ◆ depuis le 1^{er} avril 2006, pour la fourniture d'un service téléphonique analogique sur des lignes isolées ;
- ◆ depuis le 1^{er} juillet 2006, pour la fourniture d'un service téléphonique analogique sur des lignes en groupements et la fourniture d'un service téléphonique numérique de base à la norme RNIS sur des lignes isolées ou en groupements.

Depuis son lancement, plusieurs acteurs (dont les principaux opérateurs de pré-sélection), opérant en métropole et en outre-mer, ont signé une convention VGAST avec France Télécom et commercialisent désormais auprès de leurs clients finals des offres complètes de service téléphonique reposant sur la VGAST.

26 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0162
du 4 mai 2006.

B. Vers un allègement de la régulation des marchés de détail

Les marchés de détail de la téléphonie fixe sont régulés par l'ARCEP depuis leur ouverture à la concurrence en 1997. Depuis, la situation concurrentielle a connu des évolutions notables. En particulier, plusieurs offres de gros adaptées ont été mises à la disposition des concurrents de l'opérateur historique. Ces évolutions ont conduit l'ARCEP à engager en 2006 un processus de dérégulation de ces marchés de détail.

Une première décision d'allègement de la régulation sur les marchés des communications résidentielles a ainsi été adoptée en septembre par l'Autorité. Cette première étape s'inscrit dans une démarche de suppression totale de la régulation "asymétrique" des marchés de détail. Parallèlement, l'Autorité entend renforcer la régulation "symétrique" qu'elle applique à ces marchés et recentrer sa régulation asymétrique sur les marchés de gros.

Avant la dérégulation... la régulation

Depuis sa création, l'Autorité participe au contrôle des tarifs de détail pratiqués par France Télécom sur les marchés de la téléphonie fixe afin de garantir des conditions de concurrence satisfaisantes. Cette régulation des marchés de détail avait notamment pour objet de garantir aux opérateurs alternatifs l'existence d'un espace économique suffisant pour le développement de leur activité.

Sous l'ancien cadre, ce contrôle tarifaire a été assuré par le ministre sur avis public de l'Autorité. En septembre 2005, l'Autorité a adopté une décision d'analyse des marchés de la téléphonie fixe, définissant ainsi le nouveau cadre sous lequel elle appliquerait seule la régulation des marchés en question.

Dans son analyse, l'Autorité a montré que France Télécom exerçait une influence significative sur l'ensemble des marchés de détail définis pertinents (marché de l'accès résidentiel, marché des communications nationales résidentielles, marché de l'accès professionnel, etc.). Compte tenu du délai nécessaire pour que les obligations d'accès et d'interconnexion nouvellement introduites deviennent effectives, l'Autorité a estimé nécessaire d'imposer des obligations spécifiques sur ces marchés de détail afin qu'ils puissent faire l'objet d'un développement concurrentiel effectif et loyal.

France Télécom s'est ainsi vu imposer la proscription *a priori* de certaines pratiques : pratiques discriminatoires, couplages abusifs, prix excessifs, tarifs d'éviction sur chacun des marchés pertinents. Par ailleurs, cette décision impose à France Télécom de tenir une comptabilisation des coûts des prestations fournies sur ces marchés et de communiquer préalablement à l'Autorité ses tarifs, dans la mesure où ils ne sont pas contrôlés au titre du service universel.

1. De nouvelles conditions de concurrence justifiant un premier allègement de la régulation

La mise en place progressive des obligations d'accès et d'interconnexion ainsi que l'évolution des marchés de détail ont justifié un réexamen des remèdes imposés à France Télécom sur ces marchés.

27 - Voir *supra*.

La pression concurrentielle s'est en effet accrue sur France Télécom du fait du développement des services de communication de voix sur large bande. De plus, la vente en gros de l'accès au service téléphonique (VGAST), imposée à France Télécom par l'Autorité²⁷, est disponible depuis le deuxième trimestre 2006 pour les accès analogiques et depuis juillet 2006 pour les accès numériques de base ou les groupements d'accès. Cette offre, en donnant la possibilité aux opérateurs alternatifs de proposer à leurs clients un service global de téléphonie couplant accès et communications et en coupant la maîtrise de l'accès que conservait France Télécom, doit limiter les avantages commerciaux de l'opérateur historique ainsi que l'effet de levier qu'il possédait encore sur les communications.

Le critère essentiel à même de justifier un allègement de la régulation des marchés de détail de la téléphonie fixe est celui du développement pérenne des offres de gros de France Télécom (en particulier la VGAST), permettant la mise en place d'une concurrence effective et loyale.

Ce développement n'étant pas homogène sur l'ensemble des marchés de détail concernés, l'Autorité a envisagé une dérégulation des marchés de détail en plusieurs phases.

2. Une première étape d'allègement franchie

28 - Décision n° 06-0840 du 28 septembre 2006.

La première de ces phases a d'ores et déjà été mise en œuvre par l'Autorité en septembre 2006²⁸. Cette première étape concerne uniquement les marchés des communications résidentielles. Ces marchés sont en effet ceux sur lesquels la concurrence est le plus développée ; ils sont également par nature les plus transparents. Sur ces marchés de détail ont donc été supprimées la plupart des obligations imposées à France Télécom : l'opérateur historique n'est ainsi plus tenu de soumettre au contrôle tarifaire chacune de ses offres tarifaires de communications destinées au segment résidentiel. Sur ces marchés, seules les obligations de non-discrimination et de comptabilisation des coûts ont été maintenues à ce stade. Ces dernières pourront être levées lors d'une phase ultérieure.

Il est à noter que ce premier allègement ne concerne pas les offres couplant une prestation d'accès à une offre de communications, les remèdes appliqués aux marchés de l'accès n'ayant pas encore été modifiés.

3. Vers une dérégulation complète des marchés de détail

Parallèlement à la mise en œuvre de cette première phase du processus, l'Autorité a lancé, durant l'été 2006, une consultation publique sur la démarche globale de dérégulation. Cette consultation proposait notamment plusieurs directions possibles d'allègement progressif de la régulation des marchés de détail, allant des marchés résidentiels aux marchés professionnels, des marchés de communications aux marchés de l'accès, des offres sur lignes analogiques aux offres sur lignes numériques. Cette action sera poursuivie en fonction de critères tels le caractère effectivement opérationnel de la VGAST pour certains segments de marché, ou la

publication de modèles de coûts de fourniture d'un service téléphonique par un opérateur alternatif efficace, modèle servant de référence aux acteurs de marché.

L'Autorité s'est fixé comme objectif une dérégulation totale de ces marchés avant le terme de l'analyse des marchés en cours, soit le 1^{er} septembre 2008, dès lors qu'elle sera justifiée au vu de l'évaluation de différents critères présentés dans le texte mis en consultation publique au cours de l'été 2006. La démarche proposée, si elle supprime certaines obligations du contrôle *ex ante* dont dispose actuellement l'Autorité pour prévenir d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles, n'empêche évidemment pas le droit commun de la concurrence de continuer à s'appliquer sur l'ensemble des marchés concernés²⁹.

29 - Cf. partie 11, Chapitre 2.

C. Le contrôle des décisions tarifaires de France Télécom

1. Les avis tarifaires en 2006

Au cours de l'année 2006, 100 dossiers tarifaires ont été transmis à l'ARCEP par France Télécom, dont 92 pour instruction et 8 pour information. Ils concernent la création, l'expérimentation ou la généralisation de nouveaux services, ainsi que l'évolution de l'offre de prix, notamment dans le cadre de la commercialisation de nouvelles options tarifaires telles que les offres dites "d'abondance" (communication de type illimitée) ou les offres dites "assemblées" (accès plus communications).

Environ un quart des demandes d'instruction concernent des services relevant du périmètre du service universel, l'une d'elles se rapportant aux mesures d'encadrement pluriannuel des tarifs³⁰.

30 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0725
du 25 juillet 2006.

Sur ces 92 demandes :

- ◆ 87 ont été instruites par l'Autorité ;
- ◆ 3 étaient en cours d'instruction au 31 décembre 2006 ;
- ◆ 2 ont été retirées par France Télécom avant que l'ARCEP ne se prononce.

Dans certains cas, l'Autorité a regroupé plusieurs décisions tarifaires demandées par France Télécom au sein d'une même instruction, réduisant ainsi le nombre d'avis rendus.

Au total, l'Autorité a rendu 69 instructions (avis ou décisions), dont 47 publiques³¹, sur des décisions tarifaires de France Télécom. Elle s'est prononcée favorablement sur l'ensemble de ces instructions.

31 - Cf. www.arcep.fr.

Les deux tiers des avis ou décisions tarifaires rendus par l'Autorité concernent le marché des clients résidentiels.

Par ailleurs, tous marchés confondus, les décisions tarifaires instruites sont relatives :

- ◆ pour 70 % d'entre elles, aux prix des communications téléphoniques ;
- ◆ pour près de 12 %, à l'accès et à l'abonnement au service téléphonique, ainsi qu'à ses services associés ;
- ◆ pour 12 %, aux services de capacité ;
- ◆ pour 6 %, aux numéros spéciaux.

2. Les délais d'instruction en 2006

L'ARCEP dispose de trois semaines, après réception du dossier complet, pour émettre un avis ou prendre une décision d'opposition³².

32 - Article R. 20-30-11
du CPCE pour le service
universel et D. 315
du CPCE pour les autres cas.

Le délai moyen d'instruction (date d'avis ou de décision par rapport à la date de complétude des dossiers) était, en 2006, de 10 jours – contre 12 jours en 2005 et 16 jours en 2004. Cependant, le délai moyen d'analyse (date d'avis ou de décision par rapport à la date de réception) n'a pas évolué sur la période 2005 et 2006 : il était d'environ un mois.

3. Bilan sur la période 1997-2006

Sur 1 083 décisions tarifaires déposées par France Télécom pour instruction depuis la création de l'ART en 1997, l'Autorité s'est prononcée 771 fois, dont 136 fois défavorablement (soit 18 % des cas).

Rappel

Au cours de l'été 2006, l'Autorité a entrepris un allègement de la régulation des marchés de détail de la téléphonie fixe. Dans une première phase, engagée en septembre 2006³³, elle a mis un terme au contrôle tarifaire appliqué aux offres de France Télécom sur le marché résidentiel des communications téléphoniques³⁴, à l'exception des tarifs inclus dans le périmètre du service universel.

33 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0840
du 28 septembre 2006.

34 - Voir supra.

Les marchés du haut débit

A. Le marché de détail

En 2006, le marché de détail du haut débit continue d'être dynamique avec un parc en croissance de 34 % sur l'année.

Au 31 décembre 2006, on dénombrait ainsi près de 12,6 millions d'abonnements haut débit, dont 11,9 millions par DSL et 0,7 million par câble³⁵. La technologie DSL reste ainsi prépondérante avec 94,4 % des accès haut débit. Les technologies alternatives (satellite, BLR ou Wimax) demeurent marginales.

³⁵ - Cf. observatoire du haut débit de l'ARCEP : <http://www.ARCEP.fr/index.php?id=9183&L=0>.

A la fin du troisième trimestre 2006, la France se place au huitième rang européen (sur 25) en termes de taux de pénétration du haut débit dans la population et au deuxième rang en termes de nombre d'accès DSL³⁶.

³⁶ - Cf. ECTA, octobre 2006 : <http://www.ectaportal.com/en/upload/File/Broadband%20Scorecards/Q306/FINALBBSQ306.pdf>.

Ces résultats sont étroitement liés au dynamisme de la concurrence sur le marché de détail du haut débit qui s'est notamment traduit par la généralisation des offres *double play* en zones non dégroupées et *triple play* en zones dégroupées, et par la résorption des disparités territoriales. La situation concurrentielle prévalant sur ce marché découle de celle qui prévaut sur les marchés de gros en amont du haut débit, en particulier sur les marchés de gros du dégroupage et des offres d'accès large bande livrées au niveau régional, dites offres *bitstream*.

1. Un secteur dynamique et en pleine mutation

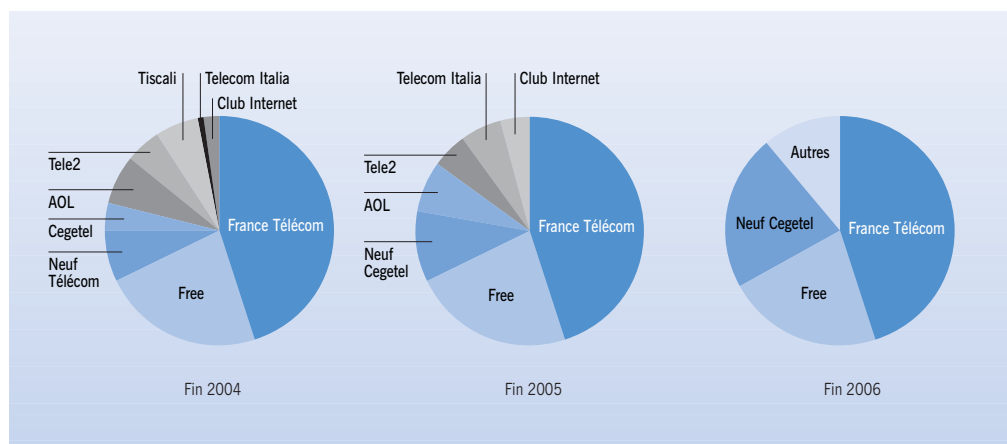
Depuis 2005, le secteur de l'Internet haut débit fait l'objet d'un important mouvement de consolidation, caractérisé par des rachats et des fusions-acquisitions entre opérateurs concurrents de France Télécom. En effet, deux des événements les plus marquants de l'année 2005 ont été le rapprochement de Tiscali et de Telecom Italia France, puis celui de Neuf Télécom et de Cegetel.

Ce dernier mouvement de concentration s'est poursuivi durant l'année 2006 : le 26 octobre 2006, le ministre de l'Economie a autorisé l'acquisition par Neuf Cegetel de l'activité Accès Internet d'AOL France, effective depuis le 1^{er} novembre 2006.

Parallèlement, SFR a annoncé le 3 octobre 2006 la signature d'un accord avec le groupe Tele2, lui permettant d'acquérir les activités de téléphonie fixe et ADSL de Tele2 France.

Ces opérations de concentration conduisent à une intégration verticale croissante des opérateurs alternatifs. Le secteur semble ainsi s'orienter vers la constitution d'un oligopole à trois ou quatre gros acteurs.

Evolution des parts du marché de détail du haut débit résidentiel par ADSL au cours des trois dernières années



Les câblo-opérateurs connaissent un phénomène analogue. Le processus de concentration lancé en 2004 et 2005 s'est poursuivi avec le rapprochement des deux principaux câblo-opérateurs : Cinven et Altice, propriétaires de Numericable, ont en effet acquis en juillet 2006 leur concurrent Noos-UPC et détiennent désormais la quasi-totalité des réseaux câblés en France.

2. La généralisation des offres *triple play*

L'année 2006 a été marquée par la généralisation des offres *triple play* dans les zones où les services de télévision sont disponibles. Avec plus de 1,5 million d'abonnés à ce jour, la télévision sur ADSL est désormais un des principaux vecteurs de croissance de la télévision payante.

Aujourd'hui, les principaux opérateurs DSL et câblo-opérateurs proposent des services de télévision, via des offres multiservices, la plupart d'entre eux offrant d'ores et déjà des programmes en vidéo à la demande qui rencontrent un succès croissant.

En dépit de l'inclusion de nouvelles chaînes dans les offres *triple play* fin 2006, la question de l'accès aux chaînes à forte audience par les offres distribuées en propre par les opérateurs DSL reste posée. Par ailleurs, le revenu moyen par abonné lié au contenu a tendance à rester relativement faible.

Une refonte des modèles actuels de relations entre éditeurs de contenus et opérateurs de réseaux semble dès lors nécessaire, notamment pour favoriser le développement du très haut débit, en faire une réussite pour les différents acteurs et *in fine* pour le consommateur.

L'année 2006 a également été marquée par l'opération de concentration entre Vivendi, via le Groupe Canal+, et TPS, à propos de laquelle l'Autorité a rendu un avis au Conseil de la concurrence³⁷.

37 - Voir *infra*.

Dans ce cadre, Vivendi a été amené à proposer un certain nombre d'engagements qui ont conduit le ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à accepter l'opération de concentration.

Vivendi s'est notamment engagé à mettre à disposition des distributeurs DSL sept des chaînes qu'elle édite, dont TPS Star et Sport+. Quant aux autres chaînes éditées par la nouvelle entité, elles peuvent donc rester en distribution exclusive, notamment les chaînes en haute définition, alors qu'elles sont pourtant essentielles à l'essor des offres très haut débit.

Notons que les câblo-opérateurs peuvent, à l'issue de cette opération de concentration, distribuer en propre la quasi-totalité des chaînes éditées par la nouvelle entité (en dehors de la chaîne Canal+ et de ses déclinaisons), ce que n'ont donc pas le droit de faire les fournisseurs d'accès Internet (FAI) sur DSL.

L'avis de l'ARCEP sur la fusion TPS-Canal+

Le 23 mai 2006, l'Autorité a rendu un avis³⁸ au Conseil de la concurrence sur la fusion TPS-Canal+. Voici ses conclusions :

38 - Avis de l'ARCEP
n° 06-0528 du 23 mai 2006.

“L'Autorité considère que l'entité Canal+ France issue des opérations de concentration est vraisemblablement en position dominante sur les marchés de l'acquisition de droits “premium”, de l'édition et de la distribution audiovisuelle.

Il n'est pas exclu que la position de Canal+ France sur les marchés audiovisuels soit de nature à induire un risque de distorsion concurrentielle sur les marchés des communications électroniques fixes et mobiles, et un risque d'éviction sur le marché de la distribution de services linéaires, limitant ainsi le choix des consommateurs.

Afin de limiter ces risques, Canal+ France pourrait être amené à s'engager :

- ◆ à ne pas discriminer ses offres de diffusion de bouquet, d'accès aux chaînes et d'accès aux contenus entre les différentes plateformes et entre les différents opérateurs et distributeurs, y compris ceux avec lesquels le groupe Canal+ France aurait des liens structurels directs ou indirects ;
- ◆ à formaliser une offre d'accès aux chaînes éditées par le groupe, y compris les nouvelles chaînes et celles en haute définition, sous certaines conditions ;
- ◆ à ne pas acquérir de droits exclusifs de distribution de chaînes qu'elle n'éditerait pas, et, en tant que de besoin, à renégocier les durées des droits exclusifs existants dont la durée paraîtrait manifestement trop longue.

Au regard de la place particulière de la chaîne Canal+ dans le dispositif de

financement du cinéma français et européen, l'Autorité considère que l'éventuelle extension des engagements à la chaîne Canal+ relève de la compétence du CSA et du Conseil de la concurrence.

Dans l'hypothèse où des distributeurs tiers auraient accès à la chaîne Canal+ pour la distribuer au sein de leur propre bouquet, l'assiette de financement du cinéma devrait vraisemblablement être élargie aux opérateurs et aux distributeurs.

Par ailleurs, il n'est pas exclu que la position de Canal+ France sur l'acquisition de droits de cinéma pour la distribution de services linéaires soit de nature à induire un risque de distorsion concurrentielle sur les marchés connexes et émergents de l'acquisition de droits et de diffusion de vidéo à la demande (VoD).

Afin de limiter ces risques, Canal+ France pourrait être amené à s'engager :

- ◆ à ne pas acquérir de droits exclusifs de VoD, notamment dans le cadre d'accords globaux avec les détenteurs de droits portant simultanément sur des services de diffusion linéaires et non linéaires ;
- ◆ à renoncer ou renégocier ses portefeuilles de droits exclusifs de VoD dont la durée paraîtrait manifestement trop longue."

3. La résorption des disparités territoriales par l'offre d'"ADSL nu"

A l'été 2006, France Télécom a lancé une nouvelle offre de gros d'accès *bitstream* dite "ADSL nu" qui permet aux opérateurs alternatifs en zones non dégroupées de proposer à leurs clients de s'affranchir de l'abonnement téléphonique et de réduire ainsi le montant de leur facture, comme le dégroupage total le permet en zones dégroupées. En zones dégroupées, cette offre permet par ailleurs à Orange de venir concurrencer les offres fondées sur le dégroupage total. Elle connaît depuis son lancement un succès croissant.

Les conditions sont ainsi réunies pour que la dynamique observée en zones dégroupées puisse s'étendre aux zones non dégroupées et que les tarifs observés dans ces zones puissent tendre vers ceux proposés en zones de dégroupage.

B. La régulation des marchés de gros

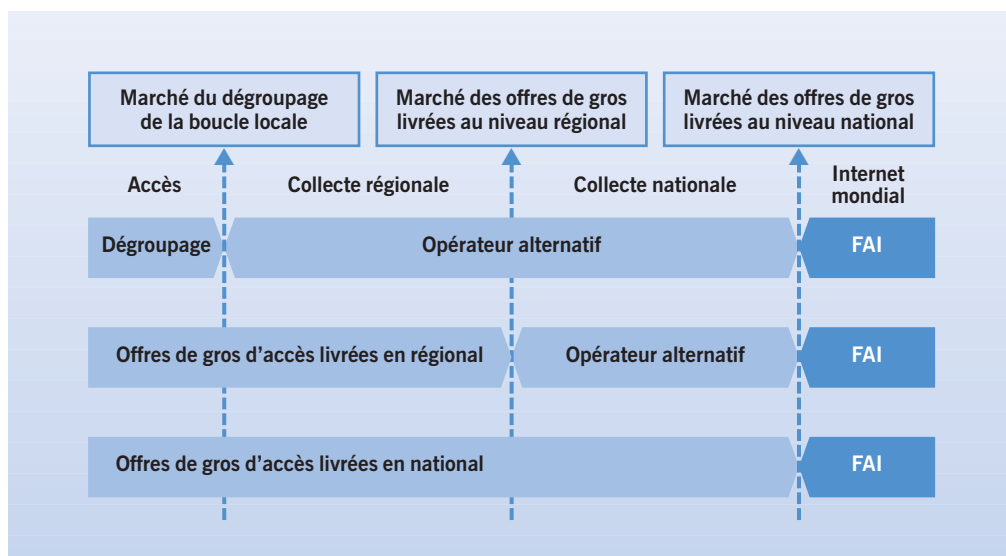
La régulation du haut débit en France se concentre sur les marchés de gros ; le marché de détail n'est, quant à lui, pas régulé.

France Télécom propose aux opérateurs et fournisseurs d'accès alternatifs plusieurs offres de gros fondées sur les technologies xDSL qui leur permettent d'accéder à différents niveaux de son réseau et de construire leurs propres offres.

Plusieurs possibilités s'offrent ainsi aux opérateurs alternatifs :

- ◆ bénéficier d'un accès direct à la boucle locale : c'est le dégroupage ;
- ◆ souscrire à une offre *bitstream* ;
- ◆ souscrire à une offre de gros d'accès large bande livrée au niveau national, assurant la livraison du trafic haut débit en un unique point du territoire.

Schéma simplifié des trois marchés de gros du haut débit



Un même opérateur alternatif a recours à plusieurs niveaux d'offres de gros. En effet, le déploiement du réseau propre d'un opérateur alternatif est d'autant plus coûteux qu'il se connecte au réseau de France Télécom à proximité de l'abonné. Dans le cas du dégroupage notamment, même s'il permet une plus grande indépendance vis-à-vis de France Télécom, des investissements importants sont nécessaires de la part de l'opérateur alternatif. Le dégroupage ne peut donc être rentable que sur les répartiteurs auxquels sont raccordés le plus grand nombre de clients potentiels et où les économies d'échelle sont les plus importantes. L'extension géographique du dégroupage est donc limitée économiquement : une solution complémentaire est nécessaire sur le reste du territoire, où les opérateurs alternatifs ont recours préférentiellement aux offres *bitstream*.

L'Autorité considère que le dégroupage est l'offre de gros qui permet le développement de la concurrence la plus pérenne et optimise l'indépendance technique et économique de l'opérateur client par rapport à France Télécom. Dans la durée, le développement de la concurrence par le dégroupage permet une baisse des prix durable et une dynamique d'innovation bénéficiant aux consommateurs.

En termes d'obligations incombant à France Télécom, cet objectif se traduit par une régulation plus appuyée en amont de la chaîne de valeur des marchés du haut débit (autrement dit, sur le marché du dégroupage) et allégée à mesure que l'on s'approche du marché de détail qui, en tant que tel, n'est pas régulé.

Les obligations tarifaires pesant sur France Télécom au titre de la régulation du marché des offres *bitstream* visent à constituer un complément géographique au dégroupage sans lui faire concurrence directement. Plus précisément, les tarifs des offres régionales doivent être :

- ◆ suffisamment bas pour garantir le dynamisme de la concurrence sur le marché de détail ;

- ◆ mais suffisamment élevés pour qu'il ne soit pas plus intéressant économiquement pour un opérateur alternatif de souscrire à une offre de gros régionale dans une zone où le dégroupage a vocation à s'étendre encore.

C. Le dégroupage

Le dégroupage, qu'est-ce que c'est ?

Un accès dégroupé au réseau local consiste en la fourniture de paires de cuivre nues à l'opérateur alternatif, qui installe alors lui-même ses propres équipements de transmission sur ces paires. L'usage du réseau local de l'opérateur historique est naturellement rémunéré par l'opérateur utilisateur. Ce dernier doit placer ses équipements de transmission à l'extrémité de la boucle locale, pour pouvoir relier ces lignes à son propre réseau. Il doit pouvoir héberger ses équipements à proximité immédiate du répartiteur de l'opérateur historique : une offre de colocalisation dans les locaux de l'opérateur historique doit donc être proposée aux opérateurs tiers comme corollaire au dégroupage en lui-même.

Il existe deux types de dégroupage :

Le dégroupage "total", ou accès totalement dégroupé à la boucle locale, consiste en la mise à disposition de l'intégralité des bandes de fréquences de la paire de cuivre. L'utilisateur final n'est alors plus relié au réseau de France Télécom, mais à celui de l'opérateur nouvel entrant.

Le dégroupage "partiel", ou accès partiellement dégroupé à la boucle locale, consiste en la mise à disposition de l'opérateur tiers de la bande de fréquence "haute" de la paire de cuivre, sur laquelle il peut alors construire, par exemple, un service ADSL. La bande de fréquence basse (celle utilisée traditionnellement pour le téléphone) reste gérée par France Télécom, qui continue de fournir le service téléphonique à son abonné, sans aucun changement induit par le dégroupage sur ce service.

1. Etat des lieux

a. Le dégroupage total progresse

Depuis plus d'un an, le dégroupage total porte la majeure partie de la croissance du parc total des offres de gros achetées à France Télécom. Le nombre d'accès en dégroupage total était quatre fois plus important en 2006 qu'en 2005.

Ces résultats révèlent la propension croissante des ménages à choisir un seul opérateur pour l'ensemble de leurs services fixes (y compris l'abonnement téléphonique). Avec la disponibilité des offres de gros en construction de ligne, ceci est désormais possible pour le consommateur dès qu'il emménage dans un nouveau logement. L'introduction d'une offre de gros d'accès *bitstream* "ADSL nu" étend également la capacité des clients à s'affranchir de l'abonnement téléphonique aux zones non dégroupées.

b. L'enjeu de l'extension géographique du dégroupage

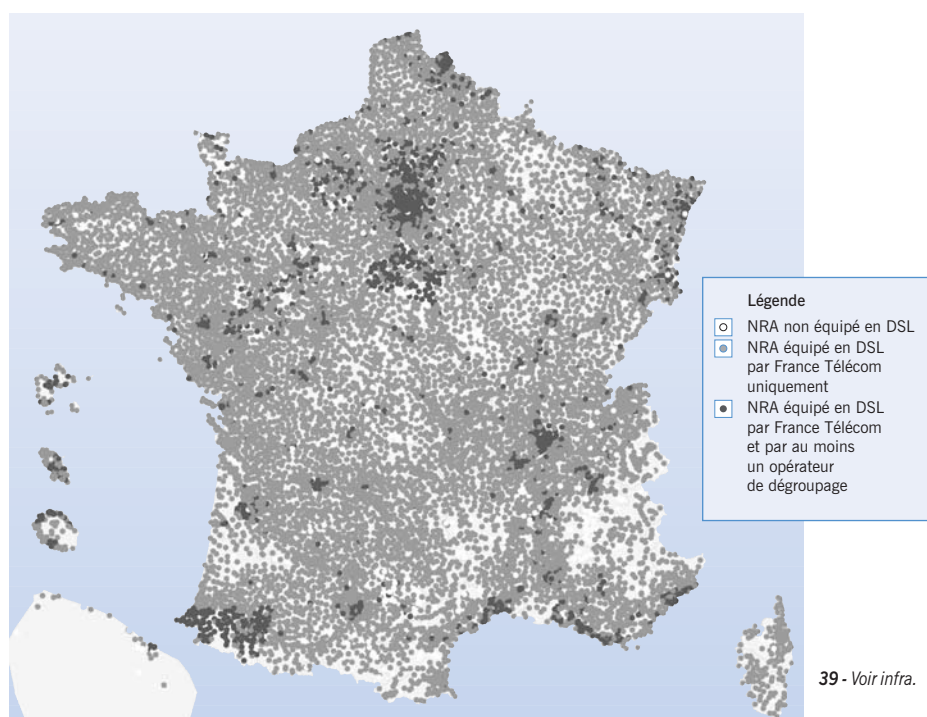
Au 31 décembre 2006, 12 384 répartiteurs (NRA) étaient équipés en DSL par France Télécom. Près de 99 % des lignes téléphoniques sont désormais reliées au

réseau haut débit de l'opérateur historique. Mais certaines lignes s'avèrent toutefois incapables de supporter des services haut débit DSL en raison de l'affaiblissement du signal compte tenu de la trop grande longueur de la ligne. Le taux de couverture effective des offres haut débit de France Télécom semble vraisemblablement compris entre 97 % et 98 %.

L'opérateur historique poursuit une politique vigoureuse d'extension de sa couverture DSL. Il s'agit d'abord de l'équipement des répartiteurs existants, dont la très grande majorité supporte désormais des offres haut débit. France Télécom crée également de nouveaux répartiteurs, dénommés NRA-HD (pour NRA Haut Débit), qui permettent d'offrir des débits plus élevés, notamment dans les quartiers d'habitation et dans les zones d'activité excentrées.

A cette même date, 1 789 répartiteurs étaient livrés par France Télécom aux opérateurs alternatifs au titre du dégroupage, leur permettant de raccorder 59,6 % de la population en dégroupage.

Couverture en haut débit par DSL de France Télécom et des opérateurs de dégroupage au 31 décembre 2006



39 - Voir infra.

L'extension géographique du dégroupage est un axe majeur de développement de la concurrence. L'Autorité a consacré une partie importante de son activité à ce sujet en 2006, notamment dans ses travaux auprès des collectivités et dans le cadre de l'offre liaison fibre optique (LFO) de France Télécom³⁹.

c. L'impact du dégroupage sur le développement du haut débit

Dans le compte rendu des travaux du Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP)⁴⁰, publié le 19 mars 2007, l'Autorité a présenté une analyse de l'impact du

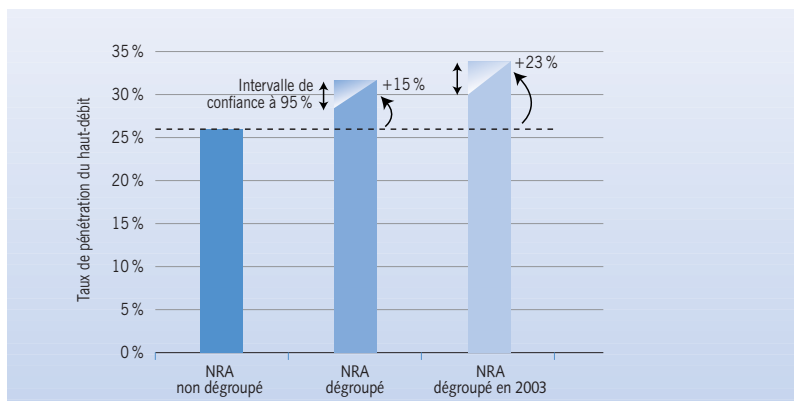
⁴⁰ - Le compte rendu des travaux du Comité des réseaux d'initiative publique, publié le 19 mars 2007, disponible sur le site Internet de l'ARCEP : <http://www.arcep.fr/uploads/tgxspublication/compte-rendu-crip2007.pdf>.



dégroupage sur le taux de pénétration du haut débit. Il s'agit d'une approche économétrique, consistant à mesurer la corrélation entre dégroupage et taux de pénétration dans la zone concernée, puis à apporter des corrections selon différentes variables (par exemple, le revenu net imposable moyen des foyers raccordés, la présence de voies navigables, etc.).

Le tableau présente l'effet causal qui en ressort.

Impact du dégroupage sur le taux de pénétration du haut débit au 1^{er} janvier 2006



Ainsi, au 1^{er} janvier 2006, l'effet du dégroupage de répartiteurs en 2003 a engendré une hausse de 23 % du taux de pénétration du haut débit. Ces chiffres soulignent l'effet de levier de la concurrence sur l'investissement et le développement du marché.

2. Les aspects opérationnels et techniques du dégroupage

a. Le groupe "processus de commandes"

À l'initiative de l'Autorité, un groupe de travail multilatéral "processus de commandes" réunit régulièrement France Télécom et les opérateurs dégroupés depuis 2002, pour débattre des questions opérationnelles concernant le dégroupage. Ses travaux se sont poursuivis tout au long de 2006. Ils ont principalement porté sur :

- ◆ la levée des contraintes opérationnelles concernant le dégroupage total et notamment la construction de lignes ;
- ◆ l'adaptation des processus à de nouvelles problématiques (mise en place des NRA-HD, saturation des répartiteurs, intervention des collectivités) ;
- ◆ l'adaptation des moyens de production et des moyens de contrôle pour diminuer les cas d'écrasements à tort et augmenter la qualité de service pour le client final.

b. Les créations de lignes

Le principe de la fourniture d'offres de gros en création de lignes est de permettre aux opérateurs alternatifs d'offrir, à l'instar de France Télécom, des services aux clients qui ne disposent pas d'une ligne téléphonique, par exemple parce qu'ils viennent d'emménager dans un nouveau logement. Il peut s'agir de toute offre de gros portant sur la totalité de la paire de cuivre : dégroupage total, "ADSL nu", VGAST.

En 2006, le groupe “processus de commandes” a progressivement mis en place tous les processus nécessaires.

Une expérimentation est ainsi en cours pour optimiser la recherche de ligne inactive déjà construite au local d'un abonné. Il s'agit de limiter au maximum le recours à un déplacement sur le terrain lors de la commande d'un nouvel accès.

Un processus de prise de rendez-vous avec le client à l'initiative de l'opérateur a également été mis en place, dans les cas où un technicien de France Télécom doit intervenir chez le client lors de la construction de la ligne. A la demande des opérateurs alternatifs, France Télécom a allégé son processus en ce qui concerne le délai de prise de rendez-vous (initialement douze jours calendaires, ramené à sept).

c. Les écrasements à tort

Le processus de mise en place du dégroupage peut parfois occasionner des dérangements auprès des consommateurs, en raison notamment de difficultés techniques ou d'erreurs humaines : les “écrasements à tort” en font partie.

(a) La commande de dégroupage

Lorsqu'un client souhaite souscrire à un abonnement dégroupé, il mandate l'opérateur alternatif choisi pour passer commande du dégroupage de sa ligne auprès de France Télécom. Auparavant, France Télécom effectuait une vérification *a priori* et systématique des mandats. Ce processus est rapidement apparu inadapté à des commandes en masse. Il a alors évolué vers un principe de vérification *a posteriori* et au cas par cas.

(b) Le numéro de désignation, outil nécessaire à la commande

Lorsqu'un opérateur alternatif souhaite commander une ligne dégroupée pour un client, il doit obtenir auprès de celui-ci l'information lui permettant de connaître la désignation de sa ligne dans le système d'information de France Télécom.

Cette information est le numéro de désignation (ND). Dans l'ancien monopole public, France Télécom désignait de la même manière une paire de cuivre (qui existait car elle répondait à une demande de service téléphonique) et le numéro de téléphone du service téléphonique qu'elle supportait (ou avait supporté). France Télécom a conservé ce système jusqu'à ce jour. Les travaux nécessaires à une dissociation des désignations de lignes et des numéros auraient en effet entraîné une modification importante du système d'information.

Néanmoins, deux processus rendent difficile l'exploitation de ce système d'information dans un contexte concurrentiel :

- ◆ la conservation géographique du numéro : les abonnés France Télécom peuvent conserver leur numéro lors de leur déménagement s'ils restent dans une même zone géographique ;
- ◆ l'apparition des paires de cuivre ne supportant aucun service téléphonique analogique car étant en dégroupage total.

(c) Les écrasements, fonctionnement normal de la concurrence

Quand un client déjà abonné à un ou plusieurs services fixes (téléphone, accès Internet, etc.), souscrit un abonnement auprès d'un nouveau fournisseur de service, l'établissement du nouveau service peut éventuellement venir “écraser” un service auquel le client était déjà abonné.

Par exemple, quand un client résidentiel s'abonne à une offre de dégroupage total auprès d'un fournisseur de service, il mandate ce dernier pour commander la résiliation de tous les services existants fournis jusqu'alors sur sa ligne téléphonique, en particulier son abonnement téléphonique et son accès haut débit : la mise en œuvre du dégroupage total de sa ligne vient le cas échéant "écraser" ces services.

Afin de garantir une concurrence efficiente, l'Autorité a opté pour un principe selon lequel tout accès bande haute peut être l'objet d'un écrasement par une commande de dégroupage partiel, et selon lequel tout accès de paire entière peut être l'objet d'un écrasement par une commande de dégroupage total.

(d) Les écrasements à tort

On parle d'écrasement à tort, lorsqu'un service d'un client est "écrasé" sans que ce dernier ait souscrit un quelconque nouvel abonnement auprès d'un autre fournisseur de service.

Ceci peut notamment se produire lorsqu'un tiers commande un accès haut débit en ADSL en indiquant par erreur à son fournisseur de service un numéro de téléphone autre que le sien, par exemple le numéro de l'ancien locataire alors que celui-ci a choisi de conserver son numéro après son déménagement.

(e) Les mesures adoptées pour limiter les écrasements à tort

Début 2007, l'Autorité a eu l'occasion de rappeler que, dès lors qu'il est établi qu'un client a été victime d'un écrasement à tort, il convient que ses fournisseurs de communications électroniques procèdent au rétablissement de ses services, gratuitement et dans les meilleurs délais, conformément aux contrats.

Pour informer au mieux les consommateurs sur la conduite à tenir en cas d'écrasement à tort, l'Autorité a enrichi, sur son site Internet, sa "foire aux questions" (FAQ) d'une rubrique "Que faire en cas d'écrasement à tort⁴¹ ?".

41 - Cf. site Internet de l'ARCEP :

[http://www.ARCEP.fr/index.php?id=30&no_cache=1&tx_gsfaq_pi2\[categoryUid\]=62&tx_gsfaq_pi1\[categoryUid\]=62&cHash=3a28629f60](http://www.ARCEP.fr/index.php?id=30&no_cache=1&tx_gsfaq_pi2[categoryUid]=62&tx_gsfaq_pi1[categoryUid]=62&cHash=3a28629f60).

Enfin, l'Autorité a engagé des discussions avec les opérateurs alternatifs et France Télécom pour définir les modalités interopérateurs permettant de limiter les cas d'écrasements à tort. Il s'agit d'abord d'enrichir les informations préalables pour limiter les cas d'écrasements à tort. Une procédure *ad hoc* de rétablissement accélérée des abonnés victimes d'écrasements à tort est également à l'étude.

d. La qualité de service

Conformément aux obligations définies dans les analyses de marché menées par l'Autorité en 2005, France Télécom publie chaque mois depuis plus d'un an une liste d'indicateurs de qualité de service (livraison d'accès et service après-vente) pour les offres haut débit de gros et de détail.

Fin 2005, les niveaux de qualité de service relevés se sont avérés insuffisants, notamment pour le service après-vente (SAV) du dégroupage professionnel. France Télécom s'est alors engagé à mener plusieurs pistes d'action :

- ◆ diminution des défauts postproduction (plan SIGNA) ;
- ◆ amélioration des processus SAV, de la réception de la signalisation (SIG) jusqu'à l'envoi du compte-rendu (CR), avec recours systématique aux outils de diagnostic développés par les opérateurs (SVI, SELT) ;
- ◆ mise en place d'une véritable garantie de temps de rétablissement (GTR) de quatre heures pour les lignes "entreprises".

Depuis lors, la qualité de service est relativement bonne sur le segment résidentiel. Les délais contractuels sont respectés à 95 % en livraison et à 75 % en SAV. Il s'agit de chiffres nationaux, sans préjudice des disparités régionales qui peuvent se présenter.

Les travaux se poursuivront en 2007, notamment pour l'intégration par France Télécom des outils de diagnostic développés par les opérateurs alternatifs. Les résultats sur le segment professionnel devront également s'améliorer et se rapprocher des standards de qualité de service que France Télécom propose à ses clients finals.

e. Les travaux du comité d'experts pour l'introduction de nouvelles techniques dans la boucle locale

Parallèlement au groupe "processus de commandes", les travaux du comité d'experts, présidé par Catherine Mancini, se sont poursuivis en 2006 dans le respect des deux principes qui encadrent son action : non-discrimination dans l'introduction de nouvelles techniques innovantes susceptibles d'être déployées dans la boucle locale de cuivre et assurance que ces techniques sont compatibles avec les techniques déjà déployées.

Les travaux du comité ont porté en 2006 sur l'introduction des techniques VDSL.

Un document de synthèse des avis rendus par le comité d'experts est désormais publié sur le site Internet de l'Autorité⁴². Ce document tient également à jour la liste des techniques autorisées sur la boucle locale de France Télécom, au niveau du répartiteur et du sous-répartiteur, ainsi que le gabarit de densité spectrale de puissance.

42 - Cf. <http://www.arcep.fr/index.php?id=6988>.

3. L'offre "liaison fibre optique" de raccordement des répartiteurs distants (LFO)

a. Le contexte

Dans sa décision d'analyse de marché du dégroupage⁴³, l'ARCEP constatait la stagnation de la couverture géographique des opérateurs alternatifs par le dégroupage. L'absence de réseaux de collecte permettant aux opérateurs alternatifs de remonter les flux de données depuis les répartiteurs distants vers leurs points de présence et leurs *backbones* (dorsales)⁴⁴ était identifiée comme la principale cause de cette stagnation.

C'est pourquoi l'Autorité a estimé nécessaire que France Télécom propose aux opérateurs alternatifs une offre passive de raccordement des répartiteurs distants pour :

- ◆ permettre aux opérateurs alternatifs de déployer leurs équipements haut débit dans des conditions technico-économiques proches de celles dont France Télécom a bénéficié lorsqu'elle a installé, avec quelques années d'avance, ses propres équipements dans ses répartiteurs ;
- ◆ favoriser l'extension géographique du dégroupage afin de limiter les disparités d'intensité concurrentielle entre territoires, par le truchement d'une concurrence durable en matière de haut débit, fondée sur le dégroupage de la boucle locale et des investissements de long terme de la part des opérateurs alternatifs.

La décision invitait France Télécom et les opérateurs alternatifs à négocier de bonne foi les caractéristiques de l'offre, en précisant que si l'offre spontanée de France Télécom était satisfaisante, il ne serait pas nécessaire de la réguler. Dans le cas

43 - Décision de l'ARCEP n° 05-0277 du 19 mai 2005.

44 - Les réseaux *backbones* sont des réseaux à très haut débit constituant le cœur du réseau Internet (essentiellement les câbles à fibres optiques installés sous les océans et sur les continents).

contraire, l'Autorité se réservait la possibilité de faire évoluer l'offre de référence de dégroupage.

45 - Cf. partie 2, chapitre 2, D. France Télécom a annoncé, lors du Comité de l'accès et de l'interconnexion⁴⁵ du 8 mars 2006, puis publié le 24 avril une offre commerciale "liaisons fibre optique" (LFO). Suite à une réunion multilatérale du 11 juillet 2006, l'offre a évolué courant septembre, principalement en ce qui concerne la fourniture d'informations préalables.

b. Le bilan de la consultation publique LFO

L'Autorité a souhaité consulter les acteurs sur le fonctionnement de cette offre. Elle a lancé, le 5 octobre 2006, une consultation publique visant à évaluer le caractère satisfaisant ou non de l'offre LFO au regard des attentes des opérateurs alternatifs, des contraintes auxquelles France Télécom est soumise, et des enjeux et objectifs d'une telle offre en matière d'aménagement du territoire.

46 - Association française des opérateurs de réseaux et de services de télécommunications : www.aforstelecom.fr

Cinq opérateurs (France Télécom, Free, Neuf Cegetel, Mediaserv et Mobius), l'AFORS Telecom⁴⁶, l'Avicca⁴⁷ et la ville de Montpellier ont répondu à la consultation publique. Ces contributions (couvertes en partie par le secret des affaires) ainsi qu'une synthèse de la consultation ont été publiées sur le site Internet de l'Autorité.

47 - Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel : www.avicca.org

Les opérateurs alternatifs clients de l'offre jugent que plusieurs des caractéristiques de l'offre proposée par France Télécom sont insuffisantes, et notamment :

- ◆ l'absence de transmission d'informations préalables (telle que la liste des sites desservis par des câbles de fibre, ainsi que la liste des tronçons sur lesquels des fibres sont disponibles au sein de ces câbles) paraît en décalage avec les pratiques standards du marché ;
- ◆ le rythme des études d'éligibilité réalisées par France Télécom est jugé trop lent et de nature à retarder l'équipement des répartiteurs par les opérateurs alternatifs ;
- ◆ le taux de disponibilité est jugé insuffisant ; l'absence de solutions de désaturation des câbles par multiplexage en longueur d'onde, dans les cas où il n'existe plus de fibre disponible, est vivement regrettée ; certains acteurs s'interrogent sur les disparités géographiques des taux de disponibilité LFO.

Le 19 décembre 2006, l'Autorité constatait que les résultats de cette consultation publique ne lui permettaient pas d'identifier les raisons objectives à l'absence de mise en œuvre par France Télécom de certaines des améliorations demandées par les opérateurs clients de l'offre LFO.

En conséquence, l'Autorité a ouvert une procédure d'enquête administrative visant à évaluer les ressources et moyens organisationnels, informatiques et humains mis en œuvre par France Télécom pour planifier son propre déploiement et pour répondre aux demandes LFO des opérateurs alternatifs.

4. Les aspects tarifaires du dégroupage

a. Les tarifs non récurrents

Afin de mettre en cohérence les structures tarifaires de ses différentes offres de gros et de détail, et d'éviter ainsi le contournement de l'offre de référence dégroupage, France Télécom offre désormais un unique niveau de frais d'accès aux services (FAS) en dégroupage total. Ce prix est de 50 €. Il porte à la fois sur la reprise de ligne

existante et sur la construction de ligne avec aboutement de tronçons. Il inclut la désaturation cuivre pour les accès monopaires.

Les FAS du dégroupage total sont ainsi alignés avec ceux de la VGAST et de l'offre "*Bitstream DSL Only*". Applicable depuis le 1^{er} septembre 2006, ce nouveau niveau de FAS a permis aux opérateurs résidentiels de proposer dès la rentrée des offres de dégroupage total en construction de ligne.

b. Les tarifs annexes

L'Autorité a continué son action afin de clarifier au maximum les différents tarifs annexes au dégroupage. Ces travaux ont notamment porté sur la tarification et le partage des coûts de la désaturation des répartiteurs généraux.

D. Les offres d'accès large bande livrées aux niveaux régional et national

Les offres *bitstream* peuvent être livrées en mode ATM ou IP et permettent aux opérateurs alternatifs de collecter du trafic Internet en différents points régionaux du réseau de France Télécom (21 points en IP et de 40 à 95 points en ATM) et d'utiliser leurs propres infrastructures de transport en complément.

Les opérateurs alternatifs peuvent avoir recours aux offres régionales pour offrir leurs prestations aux abonnés qui dépendent des répartiteurs ouverts au DSL par France Télécom. En pratique, cela signifie que la couverture des offres régionales est exactement identique à la couverture des offres DSL de France Télécom sur le marché de détail, soit près de 98 % de la population fin 2006.

Bien que d'autres opérateurs alternatifs proposent, à partir du dégroupage, des offres concurrentes aux offres de gros régionales de France Télécom, seul France Télécom est régulé sur ce marché en tant qu'opérateur y exerçant une influence significative.

Sur le plan réglementaire, deux décisions⁴⁸ renforcent les pouvoirs de l'Autorité sur ce marché, désormais régulé selon des modalités proches de celles du dégroupage, avec notamment la publication par France Télécom d'une offre de référence.

48 - Décisions de l'ARCEP n° 05-0278 et n° 05-0280 du 19 mai 2005.

Suite à la publication de sa première offre de référence "accès et collecte DSL" le 27 juillet 2005, puis à ses évolutions ultérieures, les offres régionales proposées par France Télécom sont désormais segmentées en :

- ◆ une offre d'accès grand public permettant la connexion d'un utilisateur disposant d'un abonnement téléphonique RTC à un DSLAM de France Télécom au moyen des technologies DSL, appelée "*DSL Access*";
- ◆ une offre d'accès grand public permettant la connexion d'un utilisateur ne disposant pas d'un abonnement téléphonique RTC à un DSLAM de France Télécom au moyen des technologies DSL, appelée "*DSL Access Only*" (cette offre est disponible sur le marché de gros depuis le 17 juillet 2006);
- ◆ une offre de collecte grand public permettant à l'opérateur client de prendre livraison des flux haut débit en mode ATM à un niveau régional, appelée "*DSL Collect ATM*" et une offre de collecte grand public permettant à l'opérateur client de prendre livraison des flux haut débit à un niveau régional en mode IP, appelée "*DSL Collect IP*";

- ◆ une offre d'accès et de collecte destinée au marché professionnel, permettant de prendre livraison des flux haut débit en mode ATM à un niveau régional, appelée "*DSL Entreprises*". Cette offre utilisée par les opérateurs pour servir le marché professionnel permet aux opérateurs de proposer à leurs clients des débits garantis et symétriques, grâce à la technologie SDSL.

1. L'action de l'Autorité sur le marché des offres bitstream

L'Autorité est intervenue en 2006 sur le marché des offres *bitstream*, notamment par la tenue de réunions multilatérales réunissant France Télécom et les opérateurs alternatifs.

Par ailleurs, l'Autorité a poursuivi le développement des modèles de coût de l'accès dégroupé et de la collecte permettant de mener des tests de ciseau tarifaire entre les offres régionales et le dégroupage.

Enfin, dans le cadre d'un groupe de travail multilatéral⁴⁹, l'Autorité a également participé à une réflexion à plus long terme sur l'allocation des coûts de génie civil entre bas et haut débit.

⁴⁹ - Groupe Bureau, du nom de son président, Dominique Bureau (directeur des affaires économiques et internationales au ministère du Transport).

a. L'amélioration de la qualité de service dans le cadre du groupe multilatéral bitstream

Comme pour le dégroupage depuis 2001, des réunions multilatérales périodiques ont été mises en place avec l'ensemble des acteurs du marché des offres *bitstream*.

Le groupe *bitstream* a été mis en place avant la publication de la première offre de référence, puis pérennisé en 2005. Le périmètre du groupe de travail recouvre les problématiques de mise en œuvre opérationnelles et techniques, les nouvelles fonctionnalités de l'offre de référence et les problématiques tarifaires.

Ce groupe a pour objectif d'être un lieu d'échange et de remontée des problèmes rencontrés par les opérateurs alternatifs afin d'aboutir à des solutions consensuelles. Il constitue également un lieu d'annonce par France Télécom d'avancées et d'évolutions de l'offre de référence "accès et collecte DSL".

Parmi les thèmes abordés durant les réunions multilatérales de l'année 2006 figurent notamment :

- ◆ la mise en œuvre opérationnelle de l'offre de référence : amélioration des processus de commandes en "*DSL Entreprises*", traitement des difficultés rencontrées en termes de relèvement des dérangements en "*DSL Access*" (mise en place d'une nouvelle version du WebSAV, résolution des problèmes d'incompatibilités entre certains modems et certains DSLAM...), expérimentation de désaturation en "*DSL Entreprises*", etc. ;
- ◆ le lancement de l'offre d'"ADSL nu" de France Télécom, dite "*DSL Access Only*" : expérimentation, lancement opérationnel, mise en œuvre de la portabilité et des processus de commandes, extension à l'ADSL2+ ;
- ◆ l'uniformisation croissante des offres de référence "accès et collecte DSL" et "dégroupage" de France Télécom.

Les évolutions obtenues lors de ces réunions au cours de l'année 2006 ont notamment permis d'améliorer la qualité de service des offres de gros d'accès large bande livrées au niveau régional de France Télécom.

b. La publication du modèle réglementaire de coût des réseaux de collecte haut débit et la mise à jour des modèles de coût de l'accès dégroupé et des fournisseurs d'accès à Internet

Des modèles de référence

L'Autorité s'appuie sur des modèles pour mettre en œuvre la régulation, et notamment le contrôle des tarifs des offres de gros de l'opérateur historique. De manière plus générale, les différentes autorités de concurrence peuvent, si elles le jugent opportun, utiliser ces modèles. Leur publication permet d'éclairer les acteurs sur les outils et méthodes mis en œuvre par l'Autorité et donc d'avoir une certaine visibilité sur les décisions qui pourraient être prises.

Ces modèles sont en général élaborés dans un cadre multilatéral associant les opérateurs, puis soumis à consultation publique. Après leur publication, les acteurs peuvent signaler à tout moment les évolutions susceptibles de conduire à une modification des paramètres de ces modèles, qui sont ainsi régulièrement mis à jour par l'ARCEP.

Le 30 janvier 2007, l'Autorité a soumis à consultation publique un modèle réglementaire de coût des réseaux de collecte. Il s'agit des réseaux qui viennent s'intercaler entre le réseau d'accès haut débit, objet du modèle réglementaire de coût de l'accès dégroupé, et la fourniture de service, objet du modèle réglementaire de coût des fournisseurs d'accès à Internet.

Par la même occasion, l'Autorité a invité les acteurs qui le souhaitent à formuler selon les mêmes modalités leurs remarques sur ces deux autres modèles.

Le modèle du coût de l'accès dégroupé a été développé par l'Autorité au cours de l'année 2004, en coopération avec France Télécom et les opérateurs dégroupés. Il permet d'évaluer le coût mensuel d'un accès dégroupé, pour un opérateur alternatif efficace, en fonction de la taille du répartiteur considéré. Il apporte ainsi une vision synthétique des principales prestations de l'offre de référence dégroupage de France Télécom.

Ce modèle a été publié pour la première fois en novembre 2004 et a fait l'objet de trois mises à jour, aux mois de mars, juillet et novembre 2005. Ces modifications ont permis de prendre en compte, d'une part, les évolutions tarifaires de l'offre de référence dégroupage (frais d'accès au service, tarif mensuel du dégroupage total, tarifs des prestations connexes) et, d'autre part, les évolutions liées à la dynamique du marché, puisque parmi les paramètres du modèle figure notamment le taux de pénétration du DSL en France.

Les modèles réglementaires de coût des réseaux de collecte haut débit et de l'accès dégroupé permettent d'estimer l'espace économique dont bénéficient les opérateurs entre le dégroupage et les autres offres de gros de France Télécom et notamment l'offre régionale "DSL Access". En s'appuyant sur ces modèles, l'Autorité peut ainsi vérifier, conformément aux obligations tarifaires incombant à France Télécom sur ses offres régionales, dans quelle mesure les tarifs de ces offres n'engendrent pas de ciseau tarifaire sur le dégroupage.

c. Les travaux sur un modèle de la collecte et le groupe Bureau

Le principal poste de dépense pour la construction d'un tel réseau est constitué par le génie civil. Or, le génie civil permet d'abriter les équipements assurant notamment des services de communications vocales et des services de données, tels que l'Internet haut débit par exemple.

Dans un environnement où la voix sur DSL prend peu à peu le pas sur la voix commutée et où le trafic Internet occupe une place toujours plus importante dans les réseaux, la question de l'allocation des coûts de génie civil à chacun des services est essentielle. Afin de traiter cette question, l'Autorité a confié en 2005 à Dominique Bureau la présidence d'un groupe de travail dont les travaux se sont poursuivis durant l'année 2006.

Au cours de cette dernière année, le groupe s'est réuni à trois reprises et aura notamment auditionné Jean Tirole, directeur scientifique de l'IDEI (Institut d'Economie Industrielle), sur la question de l'allocation des coûts fixes. Enfin, France Télécom et l'AFORST (Association française des opérateurs de réseaux et services de télécommunications) ont présenté différentes simulations, illustrant certains scénarios de changement.

d. Le suivi des indicateurs de qualité de service publiés chaque mois par France Télécom

Conformément aux décisions d'analyse des marchés du haut débit, France Télécom publie chaque mois depuis juillet 2005 des indicateurs de qualité de service pour ses offres de gros et de détail d'accès DSL et de service téléphonique commuté. Ces indicateurs traitent deux types de problématiques – la livraison et le service après-vente – pour chacune de ces offres, sur les marchés résidentiels et professionnels.

Ces indicateurs permettent de mesurer l'évolution de la qualité de service et, du fait de leur publicité, incitent France Télécom à mettre en œuvre les solutions techniques et opérationnelles nécessaires à son amélioration, au bénéfice des consommateurs. Durant l'année 2006, ils ont notamment permis de s'assurer de l'absence de discrimination entre les offres de détail de France Télécom et les offres de gros proposées aux opérateurs alternatifs.

e. Les évolutions de l'offre de référence de France Télécom

L'ensemble de ces éléments a conduit France Télécom à faire évoluer à plusieurs reprises son offre de référence au cours de l'année 2006.

Les principales évolutions apportées

Date de modification de l'offre de référence	Principales évolutions apportées
13/04/2006	<ul style="list-style-type: none"> Apparition de l'offre "DSL Access Only", dite d'"ADSL nu" disponible à compter du 17 juillet 2006 Baisse des frais d'accès au service de l'offre "DSL Access" de 53 à 49 € à compter du 1^{er} septembre 2006
21/06/2007	<ul style="list-style-type: none"> Baisse des tarifs de la collecte IP de 247-313 €/mois/Mbit/s à 210-265/mois/Mbit/s Baisse du tarif récurrent de l'accès "DSL Access" de 14,20 € à 13,30 € Baisse du tarif récurrent de l'accès "DSL Access Only" de 22,26 € à 21,50€ Uniformisation des tarifs de l'accès en ADSL et en ADSL2+ Baisse du tarif récurrent des portes STM4 à 750 €/mois Apparition d'un délai maximal de trois mois pour la mise à disposition de raccordements haut débit en DSL Collect IP
07/02/2007	<ul style="list-style-type: none"> Ouverture des liaisons 8 Mbit/s symétriques en "DSL Entreprises" au 1^{er} mars 2007 Apparition d'une GTR S1 dans les DOM à compter d'avril 2007

2. La levée de la régulation sur le marché des offres d'accès large bande livrées au niveau national

Le contexte

Le marché des offres d'accès large bande livrées au niveau national ne figurait pas dans la liste des marchés pré-identifiés par la Commission européenne en annexe de sa recommandation du 11 février 2003 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques.

Le cadre de la régulation de ce marché a été fixé en juillet 2005 par l'Autorité, dans sa décision d'analyse de marché⁵⁰ imposant à France Télécom les obligations de proscription des tarifs d'éviction, de non-discrimination, de séparation comptable ainsi qu'une obligation de formalisation des conditions techniques et des prix de cession internes pour les offres résidentielles haut débit.

La régulation ainsi mise en œuvre dans ce cadre visait à décourager d'éventuels comportements anticoncurrentiels de l'opérateur historique. Il s'agissait d'un dispositif allégé par rapport aux contraintes réglementaires qui pesaient dans l'ancien cadre sur France Télécom, et imposé à titre transitoire pour une durée d'un an.

Conformément aux observations formulées en 2005 par la Commission européenne, il appartenait à l'Autorité de réexaminer son analyse, dont le dispositif arrivait à échéance à l'automne 2006.

50 - Décision de l'ARCEP
n° 05-0281
du 28 juillet 2005.

L'Autorité a estimé que le marché des offres de gros d'accès large bande livrées au niveau national avait considérablement évolué depuis l'été 2005, en particulier au regard :

- ◆ du déploiement des réseaux des opérateurs alternatifs au niveau régional et de l'accroissement de la capillarité des réseaux ;

- ◆ du développement des marchés de gros de l'accès dégroupé à la boucle locale et des offres *bitstream* ;
- ◆ de la consolidation du marché de l'Internet, marquée par de nombreux rachats et fusions-acquisitions entre les opérateurs concurrents de France Télécom ;
- ◆ de l'accroissement de la concurrence comme en témoigne la présence d'offres de gros d'accès large bande alternatives à celles de France Télécom livrées au niveau national.

Elle en a conclu que les trois critères cumulatifs définis par la Commission européenne pour déterminer la pertinence d'un marché (existence de barrières élevées et non provisoires à l'entrée, absence de perspective d'évolution vers une situation de concurrence effective et insuffisance du droit de la concurrence à remédier, seul, aux défaillances du marché) n'étaient pas remplis.

51 - Décision de l'ARCEP
n° 2007-0089
du 30 janvier 2007.

L'Autorité a donc levé⁵¹ le dispositif de régulation *ex ante* qu'elle avait défini un an auparavant pour ce marché. Ceci a été fait au terme d'un processus qui a donné lieu à consultation des acteurs économiques du secteur, du Conseil de la concurrence, de la Commission européenne et des autorités réglementaires nationales des autres Etats membres de l'Union européenne.

E. Le très haut débit (la fibre)

1. Le très haut débit professionnel

Après un relatif gel des déploiements de boucles locales optiques suite à l'éclosion de la bulle Internet en 2000, il est probable que les opérateurs relancent dans les années à venir des plans de raccordement des entreprises en très haut débit. Sur ce sujet, les travaux de l'Autorité ont surtout porté sur l'accès des opérateurs à des infrastructures passives en zones d'activité.

Les travaux du Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP) ont ainsi débouché sur la publication de points de repère à l'attention des collectivités en mars 2006, puis d'un guide à l'attention des aménageurs en octobre 2006, portant sur les modalités d'aménagement des zones d'activité en haut débit et très haut débit⁵².

52 - L'ensemble des publications du CRIP est disponible sur le site Internet de l'ARCEP : <http://www.arcep.fr/collectivites>.

Dans le prolongement de ces travaux, France Télécom a également été amené à annoncer, le 15 mars 2006, une offre d'accès "LGC ZAC" (liaison de génie civil en zone d'aménagement concertée) à ses fourreaux situés dans certaines zones d'activité. Il s'agit de zones où le mode d'urbanisation a conduit à ce que les infrastructures de télécommunications soient financées directement ou indirectement par l'Etat ou une collectivité territoriale. Cette offre vise à permettre un déploiement plus rapide et moins coûteux des réseaux des opérateurs alternatifs. Après une phase d'expérimentation durant l'été, l'offre est depuis le début de l'année 2007 pleinement opérationnelle.

Enfin, le ministre délégué à l'Industrie a souhaité soutenir l'équipement des zones d'activité en très haut débit à travers la mise en place d'un label "zones d'activité très haut débit". Dans cette perspective, le ministre a mandaté le CRIP pour définir les critères d'éligibilité à ce label. Les travaux du CRIP se sont achevés au premier trimestre 2007 et les premiers labels pourraient être attribués dans les mois qui suivent.



2. Le très haut débit résidentiel

La boucle locale de cuivre actuelle arrivera en limite de capacité dans quelques années, étant donné la tendance de fond que constitue la montée en débit⁵³. Le déploiement d'un nouveau réseau de boucle locale, en fibre optique, jusqu'à l'abonné, paraît donc inéluctable à moyen terme.

53 - Cf. partie 11, chapitre 1.

Consciente de ce que la mutation du haut débit vers le très haut débit est plus qu'une simple évolution, l'Autorité a adressé en juillet 2006 au ministre délégué à l'Industrie une note relative à l'accompagnement du très haut débit par les pouvoirs publics, faisant suite aux conclusions rendues par un rapport de l'IDATE⁵⁴.

54 - Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe : <http://www.idate.fr>.

Au vu des premières orientations qui se dégagent et afin de donner la plus grande visibilité aux investissements dans les réseaux de fibre optique, l'Autorité a par ailleurs présenté à la presse, le 10 novembre 2006, son programme de travail pour les prochains mois. L'action de l'Autorité visera à favoriser la mutualisation des infrastructures passives (génie civil, partie terminale du réseau fibre) et s'articulera autour de trois axes :

◆ le rôle des collectivités territoriales

Les collectivités territoriales disposent de leviers décisifs pour favoriser l'équipement de leur territoire en communications électroniques. Elles peuvent en effet à la fois inciter à la mutualisation du génie civil en tant que gestionnaire du domaine public, et agir plus directement, soit en louant aux opérateurs des fourreaux posés à l'occasion de travaux de voirie, soit par le biais de réseaux d'initiative publique. Ces modes d'intervention seront particulièrement discutés, en 2007, au sein du Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP) et l'Autorité publiera d'ici à la fin de l'année des points de repère sur l'intervention des collectivités en faveur du très haut débit.

◆ réguler les fourreaux de France Télécom ?

Il est probable que France Télécom dispose d'une capacité importante de fourreaux de génie civil de réserve hérités de l'ancien monopole public. Etant donné l'importance du génie civil dans l'équation économique des déploiements de fibre, ceci pourrait très significativement réduire les coûts de France Télécom dans la fibre dans le logement (FTTH). C'est pourquoi l'Autorité investiguera au cours de l'année 2007 la pertinence et la faisabilité d'une régulation des fourreaux de l'opérateur historique.

◆ mutualiser les réseaux d'accès fibre

Le déploiement d'un réseau d'accès fibre dans les logements et les parties communes des bâtiments d'habitation soulève enfin certaines difficultés pratiques pour les opérateurs, mais aussi des interrogations pour les propriétaires et les gestionnaires des habitations, particulièrement dans les immeubles. L'Autorité mènera en 2007 les travaux nécessaires pour permettre l'exercice de la concurrence sans avoir à dupliquer la partie terminale des réseaux d'accès fibre.

Les mobiles

A. L'interconnexion mobile

1. La terminaison d'appel vocal

a. Le cycle de l'analyse des marchés

La terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles correspond à la prestation d'interconnexion offerte par chaque opérateur mobile aux autres opérateurs, fixes ou mobiles. Tout appel à destination de clients de l'opérateur mobile doit nécessairement passer par ce goulot d'étranglement, que l'origine soit un réseau fixe ou mobile.

Conformément à la recommandation de la Commission européenne du 11 février 2003, l'ARCEP a qualifié de pertinents les marchés de gros de la terminaison d'appel vocal (marché 16) sur chacun des réseaux individuels des opérateurs mobiles dans chacune des zones géographiques d'attribution des licences mobiles (métropole, Antilles-Guyane, Mayotte, la Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon). Chaque opérateur mobile a été déclaré puissant sur le marché afférant à la terminaison d'appel sur son réseau pour une période de trois ans (2005-2007).

(a) En métropole

Suite à ses analyses, l'Autorité a imposé aux trois opérateurs mobiles métropolitains⁵⁵ plusieurs obligations :

- ◆ faire droit aux demandes raisonnables d'accès et d'interconnexion relativement à la terminaison d'appel vocal ;
- ◆ fournir les prestations de terminaison d'appel vocal dans des conditions non-discriminatoires ;
- ◆ fournir les prestations de terminaison d'appel vocal dans des conditions transparentes ;
- ◆ appliquer une structure de tarification de ces prestations d'appel vocal qui reflète le service rendu (cette structure ne peut donc pas comporter de période indivisible) ;

⁵⁵ - Décisions de l'ART n° 04-937, 04-938 et 04-939 du 9 décembre 2004, portant sur l'influence significative des sociétés Orange France, SFR et Bouygues Telecom sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur leurs réseaux respectifs et les obligations imposées à ce titre.

- ◆ publication d'une offre de référence de terminaison d'appel vocal ;
- ◆ séparation comptable et comptabilisation des coûts.

Par ailleurs, l'Autorité a soumis les opérateurs de métropole à une obligation de contrôle tarifaire qui impose que les tarifs reflètent les coûts correspondant à la fourniture du service de terminaison d'appel mobile.

56 - Décision de l'ARCEP n° 06-0779 du 14 septembre 2006 portant sur l'encadrement tarifaire des tarifs de terminaison d'appel vocal "direct" pour l'année 2007 de la société Orange France, de la Société française du radiotéléphone et de la société Bouygues Telecom en raison de leur influence significative sur les marchés de gros de la terminaison d'appel vocal sur leur réseau respectif.

En 2006, l'Autorité a fixé le plafond tarifaire applicable pour l'année 2007⁵⁶.

Plafonds tarifaires fixés par l'Autorité (en c€/min HT)

	2005*	2006*	2007
Orange/SFR	12,50	9,50	7,50
Bouygues Telecom	14,79	11,24	9,24

Source : ARCEP.

* Plafonds tarifaires fixés par l'Autorité en décembre 2004.

L'Autorité a maintenu pour Bouygues Telecom l'écart de terminaison d'appel qui existe avec Orange France et SFR. En effet, elle estime que cet écart tarifaire en faveur de Bouygues Telecom permettra à la société de corriger les effets pervers engendrés par des niveaux de terminaison d'appel voix élevés par rapport aux coûts et par son arrivée plus tardive sur le marché.

(b) En outre-mer

57 - Décision de l'ART n° 05-0111 du 1^{er} février 2005 portant sur la détermination des marchés pertinents concernant la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles d'outre-mer. Décisions de l'ART n° 05-0112, n° 05-0113, n° 05-0114, n° 05-0115, n° 05-0116, n° 05-0117, n° 05-0118 du 1^{er} février 2005 portant sur l'influence significative des sociétés Orange Caraïbe, SRR, Orange Réunion, Bouygues Telecom Caraïbe, Saint-Martin Mobile, Dauphin Télécom, SPM Télécom sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur leur réseau respectif et les obligations imposées à ce titre.

L'Autorité a imposé des obligations aux opérateurs⁵⁷ en outre-mer :

- ◆ faire droit aux demandes raisonnables d'accès et d'interconnexion relativement à la terminaison d'appel vocal ;
- ◆ fournir les prestations de terminaison d'appel vocal dans des conditions non-discriminatoires ;
- ◆ fournir les prestations de terminaison d'appel vocal dans des conditions transparentes ;
- ◆ appliquer une structure de tarification de ces prestations d'appel vocal qui reflète le service rendu (cette structure ne peut donc pas comporter de période indivisible).

Par ailleurs, l'Autorité a soumis Orange Caraïbe et SRR à une obligation tarifaire qui impose que les tarifs reflètent les coûts correspondant à la fourniture du service de terminaison d'appel mobile. Les plafonds tarifaires fixés par l'Autorité en 2005 courent jusqu'en 2007 et correspondent à une baisse de 20 % par an sur trois ans.

Plafonds tarifaires fixés par l'Autorité (en c€/min HT)

	avril à décembre 2005	2006	2007
Orange Caraïbe	20,56	16,44	13,16
SRR	19,65	15,72	12,57

Source : ARCEP.

Les autres opérateurs, de dimension plus modeste (Digicel – ex-Bouygues Telecom Caraïbe, Dauphin Telecom, Saint-Martin Mobile pour la zone Antilles-Guyane ; Orange Réunion pour la zone Réunion ; et SPM Telecom à Saint-Pierre-et-Miquelon), sont soumis à une obligation de ne pas pratiquer de prix excessifs.

b. La mise en œuvre des obligations

(a) Les offres de référence

Les opérateurs ont publié, comme ils y étaient tenus⁵⁸, les offres de référence d'interconnexion et d'accès relatives à la terminaison d'appel vocal sur leurs sites respectifs, avec notamment toutes les modifications effectives pour l'année 2007. Rappelons toutefois que la publication des offres de référence par les opérateurs ne vaut pas validation par l'ARCEP.

58 - Décisions de l'ART
n° 04-937, 04-938
et 04-939
du 9 décembre 2004.

(b) Les obligations comptables

◆ Le cadre réglementaire de la comptabilisation des coûts

En 2006, l'Autorité a mis en œuvre une décision⁵⁹ pour la restitution réglementaire des exercices comptables 2004 et 2005 des opérateurs métropolitains. Cette décision précise les modalités d'application de l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, et impose aux opérateurs concernés de restituer deux comptes :

59 - Décision de l'ARCEP
n° 05-0960
du 8 décembre 2005.

- un "compte voix" formé par les coûts historiques relatifs au périmètre des prestations vocales, dont celle de terminaison d'appel vocal mobile ;
- un "compte de bouclage" formé par les coûts historiques hors du périmètre des prestations vocales, qui permet à l'Autorité d'apprécier la complétude des coûts.

Elle sera amendée en 2007 afin de clarifier ou d'amender des points déjà spécifiés, et de préciser les modalités d'application de l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts relatifs aux services SMS imposée aux opérateurs mobiles métropolitains.

◆ Les audits des comptes 2004 et 2005

Suite aux audits des comptes réglementaires relatifs aux exercices 2004 et 2005, menés en 2006, l'Autorité a publié les attestations de conformité des états de coûts et de revenus constatés des trois opérateurs mobiles métropolitains délivrées par le cabinet désigné par l'ARCEP⁶⁰. Ces audits visent notamment à disposer d'informations comptables fiables et cohérentes entre les trois opérateurs, de façon à ce qu'elles puissent être prises en compte lors de l'exercice de fixation des tarifs de terminaison d'appel.

60 - Décisions de l'ARCEP
n° 06-1083, n° 06-1084
et n° 06-1085 pour
l'exercice 2004 et décisions
n° 06-1086, n° 06-1087
et n° 06-1088 pour
l'exercice 2005
respectivement pour
Orange France, SFR
et Bouygues Telecom.

◆ Le calendrier

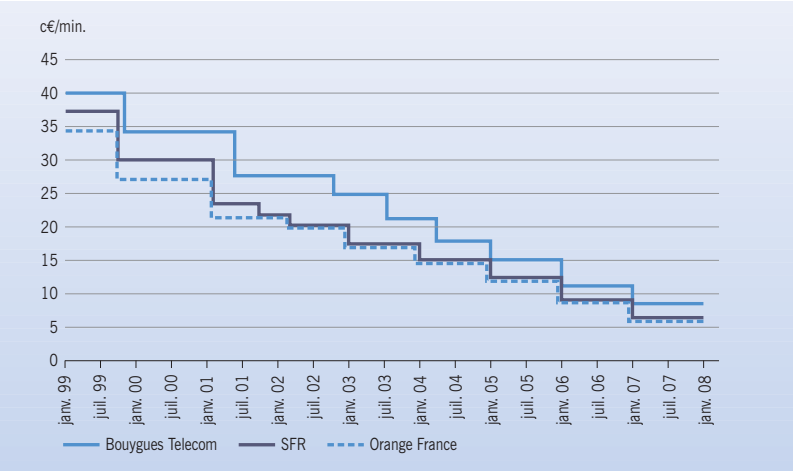
Le 1^{er} juillet 2007, Orange France, SFR, Bouygues Telecom, Orange Caraïbe et SRR communiqueront à l'Autorité leurs états non audités de coûts et de revenus de l'année 2006⁶¹. Ces derniers seront audités en vue de la délivrance, le cas échéant, d'attestations de conformité (accompagnant le rapport d'audit) au plus tard le 30 septembre 2007.

61 - Décision de l'ARCEP
n° 05-0960
du 8 décembre 2005.

(c) Le contrôle des tarifs de gros

Le tarif de gros de la terminaison d'appel est une composante importante du tarif de détail d'un appel, puisqu'il représente les deux tiers du prix d'un appel fixe vers mobile en métropole. La baisse du tarif de gros devrait donc conduire à une baisse correspondante des prix de détail des appels fixe vers mobile, au bénéfice du client fixe. Depuis dix ans, l'Autorité mène une action qui a permis d'abaisser fortement la terminaison d'appel. Depuis 1999, la terminaison d'appel fixe vers mobile en métropole a diminué de plus de 75%.

Prix moyen d'une minute de terminaison d'appel mobile



Source : ARCEP.

Les tarifs de gros pratiqués par les opérateurs soumis à un *price cap* (encadrement tarifaire) sont conformes au plafonnement tarifaire fixé par l'Autorité, comme l'indique le tableau ci-après.

		Tarif en € par minute en 2006	Tarif en € par minute en 2007
Orange France	Tarif intra ZA	0,0950	0,0750
	Tarif extra ZA	0,0986	0,0786
SFR	Tarif intra ZA	0,0950	0,0750
	Tarif extra ZA (T2)	0,0990	0,0786
	Tarif extra ZA (T3)	0,1035	0,0827
Bouygues Telecom	Tarif intra ZA	0,1124	0,0924
	Tarif extra ZA	0,1163	0,0963
Orange Caraïbe	-	0,1644	0,1316
SRR	-	0,1572	0,1257

Source : ARCEP.

(d) Les perspectives

S'agissant des opérateurs métropolitains, l'année 2007 sera marquée par l'initiation d'un nouveau cycle d'analyse des marchés de la terminaison d'appel mobile qui couvrira la période 2008-2010. Dans ce cycle d'analyse des marchés, l'Autorité devra :

- ◆ confirmer, après avis du Conseil de la concurrence, la définition des marchés pertinents et la désignation des opérateurs disposant d'une influence significative sur chacun des marchés de la terminaison d'appel vocal mobile ;
- ◆ imposer à nouveau, modifier, ou, le cas échéant, supprimer, les obligations correspondant à ces opérateurs.

L'Autorité se dotera également, en 2007, d'un modèle technico-économique *bottom-up* de coûts d'un opérateur mobile efficace, comme elle l'avait annoncé dans sa décision⁶² fixant les niveaux de terminaison d'appel vocal pour l'année 2007. Ce modèle, élaboré en concertation avec les opérateurs mobiles métropolitains, sera un outil complémentaire de compréhension des coûts qu'ils supportent dans la fourniture du service de terminaison d'appel vocal et SMS. Il permettra d'apporter un éclairage additionnel sur les niveaux de coûts observés dans le cadre des restitutions comptables réglementaires.

62 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0779
du 14 septembre 2006.

S'agissant de l'outre-mer, l'opérateur Outremer Telecom n'ayant pas encore lancé commercialement ses services mobiles lors du premier processus d'analyse de marché sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal, en 2004, il n'était donc pas concerné par la régulation alors mise en place. Suite à ses ouvertures commerciales, fin 2004 pour la Guyane et fin 2005 pour la Martinique et la Guadeloupe, l'Autorité a alors lancé, en 2006, une analyse de marché visant à désigner Outremer Telecom comme opérateur puissant sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur son propre réseau dans la zone Antilles-Guyane. Après avis favorable de la Commission, la procédure de mise en place d'une régulation de la terminaison d'appel de l'opérateur Outremer Telecom a été conclue en mars 2007⁶³.

63 - Décisions de l'ARCEP
n° 07-0277
et n° 07-0278
du 28 mars 2007.

2. La terminaison d'appel SMS

a. Le fonctionnement de ce marché

Le fonctionnement technique du SMS

Un "SMS" (*Short Message Service*) ou service de message court est un message écrit, composé de 160 caractères maximum, chacun codé sur 7 bits. Ce service est disponible sur la totalité du parc de terminaux en circulation sur le marché et fonctionne sur tous les types de réseaux (GSM, GPRS, UMTS). Conformément à la norme GSM, les SMS utilisent des capacités dédiées à la signalisation et sont transmis via le canal sémaphore n° 7 (SS7).

Outre le SMS de bout en bout, la norme GSM distingue notamment les SMS-MO (*Mobile Originated*) des SMS-MT (*Mobile Terminated*). Un SMS-MO désigne le transfert d'un SMS depuis un mobile vers le SMSC (*SMS Center*), tandis qu'un SMS-MT désigne le transfert d'un SMS depuis le SMSC vers un mobile.

Techniquement, le service SMS nécessite la mise en place d'un ou plusieurs serveurs spécifiques dans le réseau. Le serveur de messages courts (SMSC)

assure le stockage des SMS dans des bases de données, la distribution des SMS aux terminaux mobiles destinataires (quand ceux-ci se sont manifestés dans le réseau GSM auquel ils appartiennent) et le traitement des dates de validité des SMS. Le MSC (*Mobile Services Switching Center*), élément de commutation du réseau mobile commun aux autres catégories de trafic, constitue quant à lui l'émetteur réseau du SMS-MO et le récepteur réseau du SMS-MT.

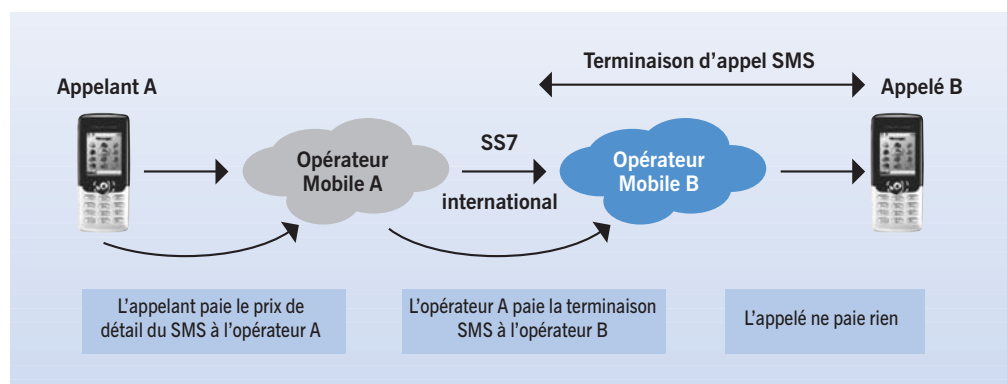
(a) Le SMS interpersonnel

L'envoi d'un SMS interpersonnel d'un opérateur mobile français ou étranger vers le réseau d'un opérateur mobile tiers est régi par un contrat d'interopérabilité SMS, généralement réciproque. Dans ce cadre, la terminaison d'appel SMS depuis un opérateur A sur le réseau mobile de l'opérateur B consiste en l'acheminement par l'opérateur mobile de destination d'un SMS transmis *in fine* à l'un de ses abonnés mobiles sous la forme d'un SMS-MT.

S'agissant du mode de facturation au détail, le système du *calling party pays* prévaut : seule l'émission du SMS est facturée au client final, la réception étant gratuite. S'agissant du marché de gros, les opérateurs mobiles payent le prix correspondant à la terminaison d'appel SMS pour les SMS se terminant sur des réseaux tiers. Dans ce cas, le prix de la charge de terminaison d'appel SMS est la seule partie payée par l'opérateur mobile de l'appelant à l'opérateur mobile de l'appelé. Au 31 décembre 2005, cette charge s'élevait à 4,3 c€. Depuis le 27 juillet 2006, date de la décision de l'ARCEP régulant ce marché de gros⁶⁴, elle s'élève désormais à 3 c€ pour Orange France et SFR et 3,5 c€ pour Bouygues Telecom.

64 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0593
du 27 juillet 2006.

L'acheminement d'un SMS d'un opérateur mobile à un autre



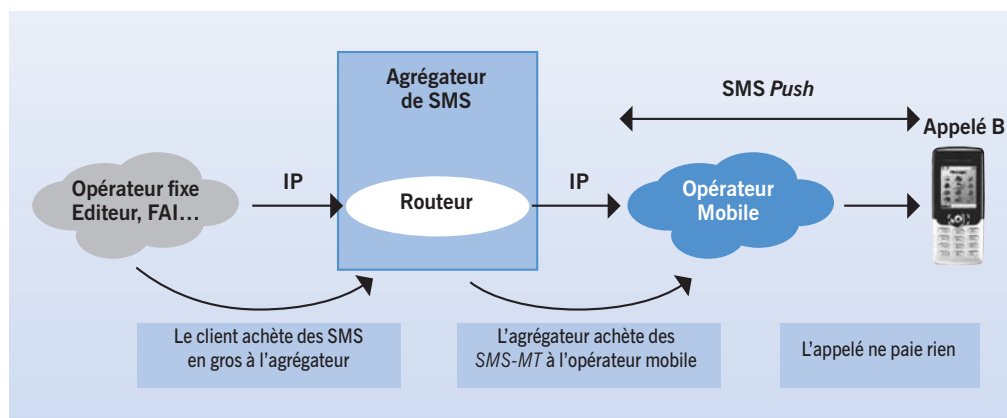
Source : ARCEP.

(b) Les agrégateurs

Outre les opérateurs mobiles, d'autres acteurs, notamment des fournisseurs d'accès Internet et des éditeurs de service, sont susceptibles de solliciter une prestation de SMS-MT auprès de l'opérateur de destination. Dans ce cadre, l'envoi du SMS-MT se fait hors connexion et on parle alors de "*SMS Push*". Si les architectures de réseaux diffèrent quelque peu, la nature des échanges reste équivalente à celle décrite précédemment.

Plutôt que de passer par plusieurs interfaces (une par opérateur de destination) ayant des caractéristiques différentes et nécessitant certains développements techniques, ces acteurs non mobiles recourent généralement aux services d'un *agrégateur* (équivalent de l'opérateur de transit pour la "voix") qui se charge alors de l'acheminement des SMS.

L'acheminement d'un SMS via un agrégateur



Source : ARCEP.

(c) Les chiffres clés : contexte et enjeux économiques

Le nombre de SMS échangés a été, en volume, multiplié par dix entre 2000 et 2006. Si la croissance du nombre de SMS s'est progressivement ralentie au cours des trois dernières années du fait de l'arrivée à maturité de ce service, le nombre de SMS échangés a encore crû de 13,4 % au cours de l'année 2006 pour atteindre un chiffre de 14,4 milliards de SMS.

En 2006, le transport de données (SMS, MMS, accès Internet et services multimédias) représente environ 13 % des revenus totaux des opérateurs mobiles (dont les deux tiers sont imputables à l'échange de SMS/MMS).

Nombre de SMS interpersonnels émis entre 2000 et 2006

En millions	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de SMS interpersonnels émis	1 471	3 508	5 523	8 188	10 335	12 597	15 023

Source : ARCEP.

En 2006, chaque utilisateur d'un téléphone mobile a envoyé en moyenne 25 SMS chaque mois⁶⁵.

65 - Source : ARCEP.

Nombre de SMS envoyés par semaine

En millions	12-17 ans	18-24 ans	25-39 ans	40-59 ans	60-69 ans	> 70 ans
2003	19	13	9	5	2	4
2004	17	19	9	6	4	2
2005	28	20	11	7	4	2
2006	31	23	10	6	3	2

Source : "La diffusion des technologies de l'information dans la société française", CREDOC, 2006.

b. L'analyse de l'Autorité

(a) L'absence d'évolution significative des prix

66 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0593
du 27 juillet 2006.

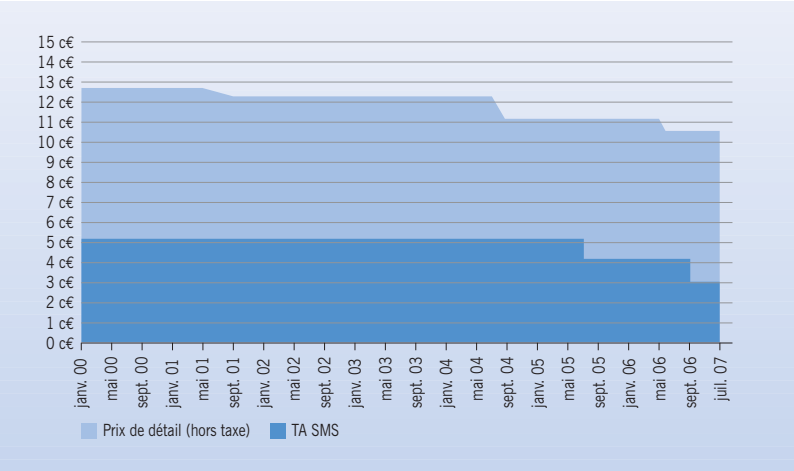
En 2006, l'Autorité a défini le marché de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles comme marché pertinent, au même titre que le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles⁶⁶. Parmi les problèmes concurrentiels identifiés, l'Autorité a notamment mis en évidence l'absence d'évolution significative des prix.

L'Autorité avait été la première des autorités de régulation en Europe à proposer, dès octobre 2005, de réguler le prix de gros de la terminaison d'appel SMS pour revitaliser le jeu de la concurrence pour les SMS sur le marché de détail.

Entre 2000 et 2005, les prix de gros, comme les prix de détail, sont marqués par une certaine stabilité. Si le volume de SMS envoyés a considérablement augmenté ces dernières années, la baisse des tarifs de détail, intervenue à l'été 2004, n'a été que tardive, limitée et essentiellement concentrée sur les forfaits SMS correspondant à un volume important.

Au cours de l'année 2006, la baisse du prix moyen des SMS unitaires en heure pleine, entamée en juillet 2004, s'est poursuivie parallèlement aux actions menées par l'Autorité sur le marché de gros de la TA SMS.

Prix des SMS unitaires en heure pleine

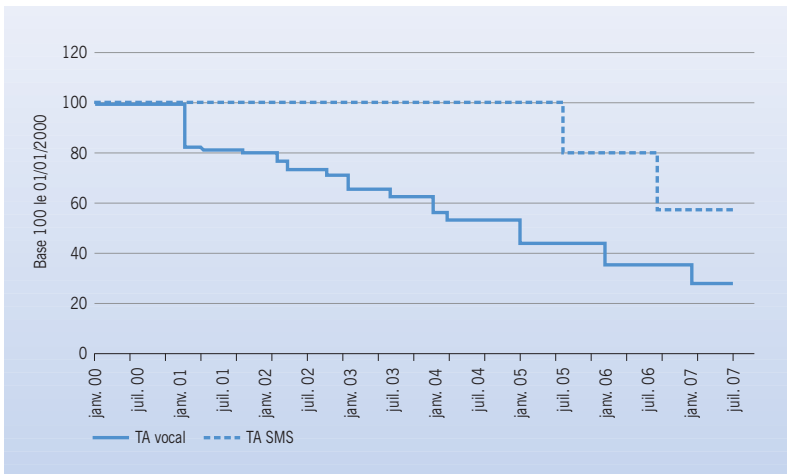


Source : ARCEP, 2007.

67 - Cette charge est passée de 5,3 c€ en 1999 à 4,3 c€ en novembre 2005 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005, conformément aux décisions n° 05-0929 et 05-0930 portant sur deux règlements de différends que la société Bouygues Telecom a déposés devant l'Autorité à l'encontre d'Orange France et de SFR.

Cette relative stabilité des prix de détail des SMS est à mettre en rapport avec l'évolution des prix de gros. Depuis la signature des accords d'interopérabilité SMS en décembre 1999 jusqu'en 2005, la charge d'interconnexion SMS est en effet restée stable⁶⁷ et paraît élevée au regard des coûts encourus.

Prix des SMS unitaires en heure pleine



Source : ARCEP, 2006.

(b) Les remèdes proposés

Afin de résoudre les différents problèmes concurrentiels identifiés sur le marché de la terminaison d'appel SMS, l'Autorité a imposé aux trois opérateurs métropolitains plusieurs obligations⁶⁸ :

- ◆ faire droit aux demandes raisonnables d'accès et d'interconnexion relativement à la terminaison d'appel SMS ;
- ◆ fournir les prestations de terminaison d'appel SMS dans des conditions non discriminatoires ;
- ◆ fournir les prestations de terminaison d'appel SMS dans des conditions transparentes ;
- ◆ séparation comptable et de comptabilisation des coûts ;
- ◆ contrôle tarifaire sous la forme d'une orientation vers les coûts.

S'agissant de ce dernier remède, l'Autorité a fixé le tarif maximal de la terminaison d'appel SMS en métropole :

- ◆ à 3 c€ par SMS pour Orange France et SFR ;
- ◆ à 3,5 c€ par SMS pour Bouygues Telecom.

Compte tenu de l'incertitude actuelle sur les structures de coût sous-jacentes, l'encadrement tarifaire proposé consiste en une fixation de plafonds transitoires.

Ces obligations seront complétées par l'imposition d'une méthodologie de comptabilisation des coûts de TA SMS, en cours d'adoption, qui servira de base à l'établissement de comptes réglementaires et viendra amender la décision de comptabilisation des coûts mobiles actuellement en vigueur⁶⁹.

Il est à noter que l'Autorité a restreint à une période maximale de deux ans la validité de l'encadrement tarifaire fixé dans la décision. Au terme de cette période, et sur la base des premiers éléments de coûts audités qui seront disponibles au plus tard à l'automne 2007, l'Autorité réexaminera les plafonds tarifaires, notamment le niveau

68 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0593
du 27 juillet 2006.

69 - Décision de l'ARCEP
n° 05-0960
du 8 décembre 2005.

de l'écart entre la terminaison d'appel de Bouygues Telecom et celles de SFR et d'Orange France, qu'il est justifié d'accorder transitoirement à Bouygues Telecom, et spécifiera les conditions de convergence des terminaisons d'appel SMS vers un *price cap* symétrique.

La répercussion de ces baisses sur le marché de détail des SMS dépendra, entre autres, de l'intensité concurrentielle sur le marché de gros de l'accès et du départ d'appel, marché sur lequel les opérateurs virtuels s'approvisionnent, et *in fine* de l'intensité concurrentielle prévalant sur le marché de détail. Comme le Conseil de la concurrence et la Commission européenne l'y ont invitée, l'Autorité suivra avec attention la répercussion de ces baisses de TA SMS sur ces deux marchés.

c. Le contexte européen

(a) Une proposition de la Commission européenne

Le marché de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles ne fait pas partie de la liste des marchés pertinents recensés par la Commission européenne dans sa recommandation du 11 février 2003.

Conformément aux lignes directrices du 11 juillet 2002 sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché, l'Autorité a donc vérifié les trois critères utilisés initialement par la Commission pour établir cette liste.

Notons que, dans le cadre du processus de révision du cadre communautaire lancé le 29 juin 2006, la Commission européenne a proposé d'inclure le marché de la TA SMS dans la liste des marchés pouvant faire l'objet d'une régulation *ex ante*.

(b) Les autres ARN

Au Royaume-Uni, suite à cette évolution possible du cadre réglementaire, l'OFCOM (le régulateur britannique) a annoncé le 13 septembre 2006 avoir lancé un processus de *review* du marché de gros de la terminaison d'appel SMS qui sera mené au cours de l'année 2007-2008.

Par ailleurs, suite aux divers travaux entrepris par l'Autorité en 2005 et 2006, le Groupe des régulateurs indépendants (GRI) a décidé en 2006 de mettre en place un suivi régulier du marché de la terminaison d'appel SMS. L'étude comparative des terminaisons d'appel SMS et le suivi des volumes de SMS envoyés en Europe font ainsi désormais formellement partie du programme du GRI et font l'objet d'un suivi régulier, au même titre que les terminaisons d'appel voix.

Enfin, l'analyse des premiers éléments de *benchmark* collectés par l'Autorité dans le cadre de son analyse permet d'établir que :

- ◆ la terminaison d'appel SMS apparaît bien comme une composante du prix de détail des SMS et plus précisément comme un coût pour la fourniture de SMS au détail ;
- ◆ plus la terminaison d'appel SMS a été fixée tardivement, plus elle s'établit à un niveau bas. C'est notamment le cas d'un certain nombre de pays qui pratiquaient encore le *bill and keep* pour les SMS jusqu'en 2002 ou en 2003.

B. Le marché de l'accès et du départ d'appel sur réseaux mobiles et les opérateurs mobiles virtuels

1. Les tendances du marché de détail

Le marché mobile, avec un taux de pénétration qui atteint désormais en France 81,4 % au 31 décembre 2006, est un marché quasi mature. En 2006, outre la poursuite de la tendance de fond au développement d'offres illimitées (offres "d'abondance"), le développement des opérateurs mobiles virtuels (MVNO) a marqué l'année.

A la différence des opérateurs mobiles de réseau (en métropole : Orange France, SFR, Bouygues Telecom), les opérateurs mobiles virtuels (MVNO : *Mobile Virtual Network Operator*) ne disposent pas de ressources en fréquences. Pour fournir le service mobile au client final, ils utilisent le réseau radio d'un opérateur mobile de réseau, dit opérateur "hôte".

Au cours de l'année 2006, six nouveaux MVNO⁷⁰ ont été lancés sur le marché des mobiles :

- ◆ A-mobile (sur le réseau de SFR) ;
- ◆ Carrefour mobile (sur le réseau d'Orange France) ;
- ◆ Coriolis Télécom (sur le réseau de SFR) ;
- ◆ Mobisud (sur le réseau de SFR) ;
- ◆ Ten (sur le réseau d'Orange France) ;
- ◆ Virgin mobile (sur le réseau d'Orange France)

70 - Au 1^{er} janvier 2006, il y avait six MVNO (Breizh Mobile, Debitel, Neuf Mobile, NRJ Mobile, Tele2 Mobile, Transatel).

2. La situation concurrentielle

a. Le suivi du marché

Rappel

Le 14 avril 2005, l'Autorité a notifié à la Commission européenne et aux autres régulateurs européens (ARN) son analyse du marché de gros de l'accès et du départ d'appel mobile (marché 15 de la recommandation de la Commission, sur lequel les offreurs sont les opérateurs de réseau et les demandeurs, les MVNO). Dans ce document, l'ARCEP a relevé que les accords MVNO pourraient ne pas suffire à améliorer la situation insatisfaisante du marché de détail. En effet, ces accords ne paraissaient ni offrir aux MVNO un espace économique suffisant et pérenne ni leur permettre de se différencier sur un plan non tarifaire. En raison de la mise en œuvre trop récente de ces accords et de leur possible évolution, l'Autorité avait estimé qu'il était délicat de juger avec certitude de la situation concurrentielle du marché mobile, particulièrement dans sa dimension prospective. En conséquence, elle avait suspendu son analyse du marché 15. Mais elle avait placé le marché mobile sous surveillance afin d'apprécier l'impact effectif des accords MVNO sur le marché de détail et elle s'était engagée à notifier une nouvelle analyse à la Commission avant la fin de l'année 2006.

(a) Le suivi des indicateurs mobiles (SIM)

Comme elle s'y était engagée auprès de la Commission européenne, l'ARCEP s'est attachée à recueillir des données chiffrées, via un questionnaire trimestriel adressé aux opérateurs mobiles (opérateurs de réseau et MVNO de métropole), pour apprécier l'évolution de la situation concurrentielle du marché, notamment en termes de prix et de parts de marché : le suivi des indicateurs mobiles (SIM). Ce suivi trimestriel, publié sur le site Internet de l'Autorité, comprend des indicateurs permettant de caractériser la vigueur concurrentielle du marché. Outre le suivi précis des performances respectives des opérateurs de réseau et des opérateurs virtuels, le SIM vise à quantifier un certain nombre de caractéristiques du marché, notamment en ce qui concerne sa fluidité, c'est-à-dire la propension de la demande à pouvoir s'exprimer le plus librement possible, notamment par la faculté de changer d'opérateur sans être lié par une durée d'engagement excessive.

(b) La mesure de la fluidité du marché

Le SIM mesure la part des clients qui ne sont plus contractuellement liés à leur opérateur et pouvant donc en changer sans encourir de clause de pénalité. Ainsi, au 31 décembre 2006, seuls 24,9 % des clients titulaires d'un abonnement étaient-ils libres d'engagement et donc susceptibles de changer d'opérateur sans pénalité.

Le suivi des ventes brutes, en prépayé et en postpayé, combiné au suivi du niveau trimestriel des résiliations, permet d'apprécier la vigueur du jeu concurrentiel sur le marché de détail avec une plus grande précision que les ventes nettes. En effet, un niveau faible de ventes nettes peut indiquer tout autant une atonie du marché qu'un marché vigoureux comprenant un taux important de résiliations. En outre, le suivi des parts de marché en ventes brutes permet de déterminer celles des opérateurs virtuels dans les acquisitions de clients sur le marché. Ainsi, au 31 décembre 2006, le taux de résiliation trimestriel des clients titulaires d'un abonnement s'établissait-il à 3,8 %, contre 9,4 % pour les clients prépayés.

S'agissant des performances en acquisition des MVNO, c'est-à-dire leurs ventes brutes, l'Autorité relève que ces dernières s'élèvent au 31 décembre à 10,2 % sur le segment des offres postpayées et 13,6 % sur le segment prépayé. En d'autres termes, près d'un consommateur sur 10 souscrivant à une offre d'opérateur choisit une offre MVNO.

(c) Un tableau de bord pour la Commission européenne

Par ailleurs, depuis fin mai 2005, l'ARCEP établit chaque semestre, un tableau de bord relatif au marché mobile en métropole, qu'elle transmet à la Commission européenne. Le premier tableau de bord, qui portait sur le deuxième semestre 2005, suivait les évolutions recensées sur le marché de détail de l'accès et du départ d'appel mobile, et faisait une analyse des conditions de gros offertes aux opérateurs virtuels intervenus sur le marché depuis la suspension de l'analyse du marché 15. Le deuxième tableau de bord, qui couvre l'ensemble du premier semestre 2006, poursuit le travail de suivi du marché, puis procède à une analyse des conditions de gros conditionnant le jeu concurrentiel sur ce marché.

(d) Les parts de marché

Au 31 décembre 2006, les parts de marché des trois opérateurs mobiles exploitant un réseau en métropole s'établissent respectivement à 45,11 % pour Orange France, 34,59 % pour SFR et 17,51 % pour Bouygues Telecom. De manière globale, les

opérateurs virtuels se sont partagés au 31 décembre 2006 un parc global de près de 1 400 000 lignes représentant 2,79 % du parc national total. Au 31 septembre 2006, ce parc atteignait 953 900 lignes (1,99 %).

Parts de marché des opérateurs mobiles en métropole au 31 décembre 2006

Métropole	Marché global		Parc prépayé		Parc postpayé	
	total clients	part de marché	clients	part de marché	clients	part de marché
Orange France	22 467 305	45,11	8 188 190	47,74	14 279 115	43,73
SFR	17 227 540	34,59	5 864 557	34,19	11 362 983	34,80
Bouygues Telecom	8 721 561	17,51	2 473 745	14,42	6 247 816	19,13
Parc MVNO agrégé	1 392 093	2,79	625 730	3,65	766 363	2,35
Total	49 808 499	100,00	17 152 222	100,00	32 656 277	100,00

Source : ARCEP.

Evolution des parts de marché des MVNO en métropole en 2006

	Déc. 2005	Mars 2006	Juin 2006	Sept. 2006	Déc. 2006
Parc MVNO	279 800	425 300	693 800	953 900	1 392 100
Croissance nette trimestrielle	171 800	145 500	268 500	260 100	438 200
Croissance nette trimestrielle en %	159,1 %	52,0 %	63,1 %	37,5 %	45,9 %
Parts de marché MVNO	0,60 %	0,91 %	1,46 %	1,99 %	2,79 %
Part de marché en ventes brutes postpayé des MVNO	5,0 %	5,5 %	10,8 %	11,6 %	10,2 %
Part de marché en ventes brutes prépayé des MVNO	3,2 %	5,0 %	7,2 %	6,8 %	13,6 %

Source : ARCEP.

b. Les évolutions des contrats de gros signés par les MVNO

Dans son analyse de marché, l'ARCEP avait estimé que l'arrivée de nouveaux acteurs pouvait induire une évolution positive et significative de la situation concurrentielle du marché si les MVNO disposaient effectivement, via leur contrat d'accès (y compris au niveau de sa mise en œuvre quotidienne), d'une marge de manœuvre suffisante pour établir, sur le long terme, une politique commerciale dynamique et autonome.

Cette marge de manœuvre dépend pour beaucoup des conditions initiales offertes aux opérateurs virtuels par leurs opérateurs de gros. En ce sens, l'analyse du marché conduite en 2003 par l'Autorité, ainsi que l'examen des modifications subséquentes apportées aux contrats de gros, permettent de porter une appréciation de la viabilité des opérateurs virtuels sur le marché de détail. De la sorte, l'Autorité effectue une évaluation "statique" des conditions offertes aux MVNO, c'est-à-dire *in fine* de leur capacité d'attractivité sur le marché de détail.

Cette approche doit être complétée par une analyse dynamique des contrats de gros. En effet, les MVNO peuvent être amenés, en acquérant un poids sur le marché de détail, à posséder une capacité de négociation accrue sur le marché de gros de l'accès et du départ d'appel mobile. Ce pouvoir de négociation, traduisant l'acquisition d'un contre-pouvoir d'acheteur, ouvre l'accès à de meilleures conditions de gros avec, en retour, un renforcement de l'attractivité sur le marché de détail. La qualification de l'état

d'ouverture du marché de gros nécessite alors que les conditions initiales offertes par les opérateurs de réseau soient impérativement mises en regard des perspectives qu'elles ouvrent en termes d'analyse dynamique. Cette lecture dynamique est d'autant plus nécessaire que les contrats d'accès sont des contrats qualifiés en économie d'"incomplets", leurs conditions d'exécution dépendant fortement d'informations inexistantes ou non révélées au moment de la prise de décision.

A cet égard, un marché de gros est "ouvert" lorsque les opérateurs virtuels mobiles sont en mesure d'y exprimer le poids acquis sur le marché de détail. Cela implique soit :

- ◆ la modification du contrat de gros existant avec le fournisseur afin de tenir compte du poids acquis sur le marché de détail lors de l'exécution du contrat de gros ;
- ◆ le recours périodique à un appel d'offres en vue d'obtenir de meilleures conditions avec un autre fournisseur de produits de gros, que ce soit pour la totalité des achats ou par une fraction de ces achats.

A contrario, un marché de gros est "fermé" lorsque les performances réalisées par les MVNO sur le marché de détail n'influencent pas les conditions en amont, *a fortiori* lorsque les conditions sur les marchés de gros obèrent l'expression du poids acquis sur le marché de détail. En d'autres termes, le pouvoir de négociation de l'opérateur mobile virtuel n'est pas affecté par les performances réalisées sur le marché de détail et reste à un niveau proche de celui exprimé lors de la conclusion du contrat d'accès initial.

A cet égard, un marché de gros est donc "fermé" lorsque les opérateurs virtuels sont sur le marché de détail, soit :

- ◆ parce qu'ils ne peuvent pas renégocier les offres initiales ;
- ◆ parce qu'ils ne peuvent pas recourir à des appels d'offre en vue d'obtenir de meilleures conditions auprès d'autres fournisseurs.

c. Le report de l'analyse du marché de l'accès et du départ d'appel sur les réseaux mobiles

L'Autorité a placé en mai 2005 le marché de l'accès et du départ d'appel mobile (marché 15) sous surveillance pour une période de douze à dix-huit mois. En outre, elle s'était engagée à notifier un nouveau projet de décision d'ici à la fin 2006.

Toutefois, cette échéance a été reportée devant l'intérêt manifesté par plusieurs acteurs pour l'attribution d'une quatrième licence 3G, à l'issue d'une consultation publique lancée le 5 octobre 2006. En effet, l'arrivée d'un nouvel acteur pourrait sensiblement stimuler la concurrence sur le marché des communications mobiles et, en tout état de cause, modifierait largement les perspectives de qualification juridique et économique afférentes au marché de gros. L'Autorité a donc proposé à la Commission que la notification de cette nouvelle analyse soit à nouveau reportée, en attendant de connaître le résultat de l'appel à candidatures lancé pour un quatrième opérateur 3G. Dans l'intervalle, la mise sous surveillance des marchés de gros et de détail de l'accès et du départ d'appel mobile est maintenue.

C. L'itinérance internationale

Les travaux relatifs au marché de gros de l'itinérance internationale (ou *roaming international*) ont représenté une part significative de l'activité des autorités de régulation nationales (ARN), et plus particulièrement de l'ARCEP, au cours de l'année 2006.

1. Etat des lieux

Une position commune sur les définitions et les analyses de marché a été élaborée sur le marché de gros de l'itinérance internationale. Ce document permet aux régulateurs européens d'avoir des lignes directrices pour leur analyse du marché 17.

a. Description et fonctionnement du marché de gros

Ce service de gros, dont l'analyse a été confiée aux ARN par la recommandation de la Commission européenne du 11 février 2003 (marché 17), consiste en l'ensemble des prestations de communications électroniques offertes par les opérateurs de réseau d'un Etat membre (accès et départ d'appel voix, SMS et data) aux opérateurs d'un autre Etat membre, afin que les clients de ce dernier soient en mesure de bénéficier d'une continuité de service lors de leurs déplacements à l'étranger. Par exemple, un opérateur espagnol souhaitant permettre à ses clients de passer des appels depuis la France, c'est-à-dire depuis un réseau mobile français, doit acquérir des minutes de gros d'itinérance internationale auprès de cet opérateur français.

Ce marché présente une dimension transnationale évidente. En effet, les prix de gros d'un pays impactent nécessairement les prix de détail dans les autres pays. Ainsi, le marché du *roaming* procède-t-il d'une interdépendance internationale, ce qui a motivé le recueil d'informations simultané par l'ensemble des ARN de l'Espace économique européen (EEE), l'analyse préliminaire effectuée par le Groupe des régulateurs européens (GRE). Surtout, toute intervention sur ce marché doit être coordonnée au niveau européen, ce qui justifie la forte implication de la Commission européenne.

b. Description et fonctionnement du marché de détail

Les prestations d'itinérance fournies au consommateur final consistent à offrir une continuité de services aux clients en déplacement à l'étranger.

On parle alors de services de *roaming out* (itinérance "extérieure" ou "à l'étranger"), qui sont le plus souvent disponibles pour le client de façon automatique ou sur simple activation de l'option par déclaration administrative auprès de son opérateur. Ces services sont facturés dans le cadre de l'offre de communication mobile comme un des services relevant de cette offre (principe du bouquet de services). En revanche, ils ne suivent généralement pas le même plan tarifaire que les communications émises et reçues sur le territoire national. Notamment, les consommations de *roaming out* effectuées par un consommateur titulaire d'un abonnement sont facturées hors forfait.

S'agissant du trafic entrant (à la différence de la convention de tarification nationale par laquelle seul l'appelant paie l'appel, dont sa terminaison), la réception d'un appel entrant est à la charge du client en déplacement (en sus du prix payé par l'appelant). Ce tarif de réception de détail rémunère le transit international et le surcoût éventuel lié à la terminaison de l'appel sur le réseau de l'opérateur étranger par rapport à la terminaison d'appel nationale. Ainsi, quelle que soit la localisation de l'appelé, la

dépense de l'appelant n'excède pas le prix d'un appel vers un client se trouvant dans sa zone géographique habituelle (le même principe s'applique aux renvois d'appels).

2. L'action de l'ARCEP

L'ARCEP a mené une analyse de ce marché de gros de l'itinérance internationale et a proposé des moyens d'intervention. Cette analyse de marché a été mise en consultation publique jusqu'au 21 janvier 2006.

a. Constat concurrentiel

L'Autorité estime que les prix de détail de l'itinérance sont élevés (supérieurs à 1 € TTC par minute), en raison du niveau des prix de gros sous-jacents qui sont restés à un niveau sensiblement identique, voire supérieur, à ceux apparus sur le marché de gros en 1999. A cette époque, le trafic était réparti de manière quasi aléatoire entre opérateurs ; en l'absence totale de concurrence possible en prix, chaque opérateur était en mesure de pratiquer un tarif de monopole. Ainsi, les tarifs de gros pratiqués en 1999 constituaient-ils des tarifs de monopole, exploitant la faible sensibilité du demandeur aux prix. D'après les éléments dont dispose l'Autorité, ces prix de gros (net des remises) s'avèrent supérieurs de trois à quatre fois aux coûts de production sous-jacents.

b. Les propositions de l'Autorité

Dans son projet d'analyse de marché, l'ARCEP a proposé à la Commission trois voies d'action.

71 - Cf. <http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/publications/cpublique/consult-roaming-151205.pdf>.

Elle propose d'abord de définir des remèdes dans le cadre d'une analyse de marché⁷¹. Ainsi, la situation d'oligopole sans concurrence observée pourrait-elle être qualifiée de puissance conjointe. Pour autant, il s'agit d'un cas de figure novateur par rapport au cadre communautaire, dans la mesure où il procède d'une pratique généralisée de maintien des prix déterminés à un moment d'absence structurelle de concurrence en dépit de l'apparition de la direction de trafic.

En outre, il est relevé que la GSM Association a largement structuré le marché de gros, dont les MVNO sont notamment exclus. Par ailleurs, la constitution d'exclusivités d'achat croisées au sein d'alliances ou de groupes d'opérateurs contribue, selon l'Autorité, à des parallélismes de comportement à un niveau paneuropéen, et induit en tout état de cause un cloisonnement de l'offre dans chaque marché national. De ce fait, ces pratiques pourraient être qualifiées d'ententes au regard du droit communautaire de la concurrence.

Enfin, en l'absence de perspectives de régulation sectorielle ou d'application du droit de la concurrence au marché, l'Autorité estime qu'une régulation directe par le législateur communautaire, à l'image de celle prise en matière de dégroupage ou de prestations bancaires transfrontalières, serait nécessaire.

c. Le projet de règlement de la Commission

Le commissaire européen pour la société de l'information et des médias, Viviane Reding, a annoncé, lors de la réunion du GRE de février 2006, qu'un règlement européen serait proposé pour faire diminuer les prix du *roaming* international. Ce projet de règlement a, lors de sa rédaction, fait l'objet de deux consultations publiques. Il a été publié dans sa version définitive le 12 juillet 2006.

L'Autorité a fortement contribué à la réflexion menée par les ARN au sein du GRE sur le projet de règlement communautaire. Une fois la proposition de la Commission connue, l'Autorité a pu apporter toute son expertise au ministère de l'Economie pour définir la position française sur ce texte.

Le projet de règlement proposé en juillet 2006⁷² par la Commission européenne vise à plafonner les prix de gros et les prix de détail d'itinérance internationale. Notons que la Commission adopte une démarche dite du *European Home Market Approach* : son projet de règlement propose d'instaurer une régulation du marché de gros, mais vise également à réguler les prix facturés au client final ayant utilisé son téléphone portable à l'étranger.

La proposition de règlement de la Commission européenne devrait être discutée par le Parlement européen et le Conseil des ministres fin mai ou début juin 2007. Si ce texte était adopté en première lecture comme annoncé, il pourrait rentrer en vigueur dès le second semestre 2007.

72 - Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council on roaming on public mobile networks within the Community and amending Directive 2002/21/EC on a common regulatory framework for electronics communications networks and services, COM(2006) 382 final.

Les autres analyses de marché achevées en 2006

A. Les services de capacité

Définition

Les services de capacité (autrefois appelés “liaisons louées”) consistent en la mise à disposition, par un opérateur, de capacités de télécommunications entre plusieurs points du réseau au bénéfice d'un client professionnel, entreprise ou opérateur. Il existe deux types de services de capacité : les liaisons louées “traditionnelles” normalisées par l'ETSI (analogiques et numériques), et les services de capacité à interfaces alternatives (interface Ethernet, ATM, etc.).

1. Le nouveau cadre

a. L'analyse de marché

L'Autorité en adopte en octobre 2006 une décision d'analyse de marché des services de capacité⁷³, qui prévoit notamment :

- ◆ la publication par France Télécom d'une offre de référence décrivant les produits vendus sur le marché intermédiaire du segment terminal, le marché du circuit interurbain et sur celui des câbles sous-marins entre les DOM et la métropole ;
- ◆ la mise en place d'un cadre favorable à l'investissement de l'opérateur historique et des opérateurs alternatifs dans les réseaux très haut débit (fibre optique jusqu'à l'entreprise) ;
- ◆ un allègement de la régulation du marché de détail des liaisons louées, avec la suppression du mécanisme d'homologation tarifaire ;
- ◆ les modalités de contrôle de la loyauté de la concurrence à laquelle se livrent les opérateurs sur les marchés de gros et de détail, notamment en termes de répliquabilité.

Le cadre de régulation ainsi défini sera révisé au plus tard à l'automne 2009 ; il pourra être révisé avant cette date si une évolution importante du marché venait le justifier.

73 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0592
du 26 septembre 2006.

b. Sa mise en œuvre

74 - Cf. <http://www.francetelecom.com/fr/groupe/initiatives/savoirplus/documentation/interconnexion/#N10D1D>.

francetelecom.com/fr/groupe/initiatives/savoirplus/documentation/interconnexion/#N10D1D.

S'agissant des marchés de gros, France Télécom a publié sur son site le 14 novembre 2006 la première offre de référence de services de capacité⁷⁴.

L'Autorité a également mis en place un groupe de travail réunissant les opérateurs à l'instar des marchés du dégroupage et du *bitstream*. La première réunion multilatérale sous ce nouveau cadre a eu lieu le 25 octobre 2006. Elle a permis aux opérateurs de soulever un certain nombre de problématiques opérationnelles, notamment liées aux offres "CE2O", "LA/LPT" et "LOP".

S'agissant des marchés de détail, l'Autorité a appelé les opérateurs alternatifs à l'alerter sur d'éventuelles offres proposées par France Télécom aux entreprises clientes susceptibles de soulever des problèmes de répliquabilité technique ou tarifaire. A ce jour, l'Autorité n'a pas eu à se prononcer sur de telles offres.

B. Le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle

1. Les décisions d'analyse de marché

Le 6 avril 2006, l'Autorité a finalisé son analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle⁷⁵, dit marché 18, au terme d'un processus de consultation du secteur, du Conseil supérieur de l'audiovisuel, du Conseil de la concurrence, de la Commission européenne et des autorités réglementaires nationales des autres Etats membres de l'Union européenne.

A l'issue de son analyse de marché⁷⁶, l'Autorité a estimé qu'il était nécessaire de mettre en place un dispositif de régulation *ex ante* sur le marché de gros amont des services de diffusion de télévision hertzienne terrestre, analogique ou numérique. Sur ce marché, les offreurs et leurs clients sont tous diffuseurs (TDF, towerCast, OneCast ou encore l'opérateur de multiplexe CNH qui s'autodiffuse partiellement).

L'Autorité a également désigné la société TDF, qui détient la quasi-intégralité des infrastructures de diffusion hertzienne terrestre, comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.

TDF se voit ainsi imposer, sur l'ensemble du marché de gros pertinent, des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable, ainsi que plusieurs obligations sur le seul segment de marché correspondant aux offres de gros de diffusion de la télévision numérique terrestre⁷⁷ :

- ◆ obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès ;
- ◆ obligation de fournir l'accès dans des conditions non discriminatoires ;
- ◆ obligation de transparence (publication d'une offre) ;
- ◆ obligation de contrôle tarifaire (proscription des tarifs excessifs et d'éviction) ;
- ◆ obligation de formaliser, sous forme de protocoles, les conditions et tarifs des prestations internes à TDF en attendant la mise en œuvre de l'obligation de séparation comptable.

Ces décisions d'analyse de marché s'appliquent jusqu'au 1^{er} avril 2009. Pour suivre les conditions d'exercice de la concurrence sur le marché, l'Autorité a décidé de publier

75 - Décision de l'ARCEP n° 06-0160 du 6 avril 2006 portant sur la définition du marché pertinent de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels et sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché, et décision de l'ARCEP n° 06-0161 du 6 avril 2006 portant sur les obligations imposées à TDF en tant qu'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels

76 - Décision de l'ARCEP n° 06-0160 du 6 avril 2006.

77 - Décision de l'ARCEP n° 06-0161 du 6 avril 2006.

de manière régulière le tableau de bord de la diffusion de la TNT⁷⁸, qui a notamment pour objectif de mesurer l'impact de la régulation sur le développement de la concurrence du marché de gros amont, ainsi que l'impact de la régulation du marché de gros amont sur la situation concurrentielle du marché de gros aval des offres de diffusion faites aux multiplexes.

78 - Cf. site Internet de l'ARCEP : <http://www.arcep.fr/index.php?id=9214&L=0>.

Concurrence sur le marché de la diffusion
Situation au 23 mars 2007

Phases de déploiement de la TNT	Part de sites alternatifs retenus par les multiplexes (en %)	Part de marché des diffuseurs alternatifs en nombre de fréquences diffusées (en %)
Phase 1	5,9	15,3
Phase 2	6,7	21,3
Phase 3	5,3	16,8
Phase 4	6,7	19,2
Phases 1 à 4	6,1	18,0

Source : ARCEP.

On constate ainsi que TDF détient 82 % du marché de la diffusion de la TNT.

2. La spécification des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable de TDF

L'Autorité a estimé dans son analyse de marché que les éventuelles distorsions concurrentielles auxquelles pourrait se livrer TDF pourraient être mises sous surveillance grâce aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable. Ces obligations ont principalement vocation à permettre de vérifier le respect des obligations comptables et de non-discrimination, et de s'assurer de l'absence de subventions croisées abusives.

L'Autorité a engagé des travaux visant à préciser ces obligations et à en fixer les contours dans un projet de décision qui devrait être adopté dans le courant de l'année 2007.

Les spécifications des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable

Au terme des analyses de marchés pertinents engagées par l'Autorité, France Télécom a été désignée puissante sur plusieurs marchés de gros et de détail. En conséquence, des obligations, notamment comptables, lui ont été imposées. Ces obligations ont été précisées en décembre 2006 par l'Autorité⁷⁹, de manière conjointe pour l'ensemble des marchés concernés. Elles remplacent ainsi les obligations comptables imposées par le précédent cadre réglementaire.

*79 - Décision de l'ARCEP
n° 06-1007
du 7 décembre 2006.*

Cette décision a été adoptée à la suite de nombreux échanges avec les acteurs du secteur :

- ◆ groupes de travail réunissant opérateurs et consultants ;
- ◆ élaboration d'un document décrivant les objectifs poursuivis et les échanges avec le secteur ;
- ◆ double mise en consultation publique du projet de décision lui-même.

Les obligations comptables se déclinent en obligation de "comptabilisation des coûts" et en obligation de "séparation comptable" lorsqu'elles sont imposées sur les marchés relatifs à l'accès et l'interconnexion, ou marchés de gros, et en obligation de "tenir une comptabilité des activités et des services" sur les marchés de détail.

A. Les objectifs des obligations comptables

Les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable présentent la particularité de sous-tendre ou de permettre la vérification d'autres obligations imposées à l'opérateur puissant. Le cadre réglementaire prévoit d'ailleurs de façon explicite l'articulation entre les obligations comptables, le contrôle des prix, la transparence, la non-discrimination et la prévention de subventions croisées abusives. Elles représentent de ce fait un outil indispensable et structurant pour permettre à l'Autorité d'atteindre les objectifs de la régulation.

La comptabilisation des coûts est tout particulièrement indispensable aux obligations relatives au contrôle des prix. Elle consiste en la mise en place d'un système de comptabilisation et d'attribution de l'ensemble des coûts et revenus par service produit ainsi que du capital employé par ces derniers. Elle permet ainsi, en particulier, de s'assurer de la cohérence des tarifs pratiqués par l'opérateur avec les coûts encourus dans le cadre d'une obligation d'orientation des prix vers les coûts.

La séparation comptable, qui s'appuie sur les éléments de coûts et de revenus produits par le système de comptabilisation des coûts, consiste à isoler sur le plan comptable certaines activités de l'opérateur dans l'optique de vérifier le respect des obligations de non-discrimination imposées lors des analyses de marché et l'absence de subventions croisées abusives entre activités.

De façon générale, les obligations comptables contribuent aux objectifs de transparence dans la mesure où elles intègrent, dans la limite du secret des affaires, le devoir de publication d'un ensemble d'états comptables et de documents annexes.

B. Obtenir des informations relatives aux coûts

Afin de mettre en œuvre un contrôle des prix efficace, l'Autorité doit accéder aux informations concernant les coûts encourus par France Télécom. Pour ce faire, la décision maintient l'obligation pour France Télécom de tenir un système de comptabilisation des coûts et prévoit l'extraction de ce système de restitutions comptables plus ou moins granulaires, selon trois grands axes :

- ◆ Afin d'éclairer l'origine de ses coûts encourus, France Télécom doit :
 - décrire le passage de la comptabilité sociale de FTSA à l'assiette des coûts retenus dans son système de comptabilisation des coûts ;
 - justifier la répartition des masses de coûts et préciser les méthodologies utilisées lors de la détermination des clés d'allocation. Cette dernière mesure permet notamment d'obtenir des informations de coûts de divers degrés de finesse, de la prestation élémentaire (prestation de support ou commerciale, éléments de réseau...) à l'offre commerciale ou l'activité.
- ◆ France Télécom doit garantir la cohérence globale de la répartition de ses coûts et offrir une vision structurante de son économie : l'entreprise est tenue de fournir à l'Autorité des éléments synthétiques de coûts, en adoptant diverses approches transversales (par exemple, il est prévu une restitution portant sur la répartition des coûts de transmission en fonction des technologies utilisées : réseau commuté, haut débit et liaisons louées). Cet axe de restitution est particulièrement important au regard des évolutions des marchés, qu'elles soient

technologiques (apparition et développement des NGN) ou concurrentielles (développement inégal de la concurrence en fonction de la hiérarchie du réseau).

- ◆ France Télécom doit restituer des éléments ciblés en fonction de ses obligations tarifaires relatives à des marchés ou des offres spécifiques (par exemple, les coûts relatifs aux offres d'accès à la boucle locale ou d'interconnexion).

De façon générale, France Télécom est tenu d'effectuer, lorsque cela est imposé par une décision de l'Autorité, ses restitutions de coûts en tenant compte des méthodes de valorisation des coûts réglementaires (par exemple, les données relatives au coût de la boucle locale de cuivre doivent être calculées en "coûtcourants économiques"⁸⁰)

80 - *Décision de l'ARCEP
n° 05-0834
du 15 décembre 2005.*

C. Vérifier le respect de l'obligation de non-discrimination sur les marchés de gros

La séparation comptable consiste à faire abstraction du caractère intégré de France Télécom en distinguant comptablement les différentes activités de l'opérateur et en imposant que ses activités de détail recourent aux offres produites par ses activités de gros dans des "conditions équivalentes" à celles auxquelles sont confrontés les opérateurs alternatifs lorsqu'ils se positionnent sur les marchés de détail⁸¹.

81 - *Voir infra,
schéma du dispositif.*

La segmentation des activités de France Télécom retenue dans la décision consiste d'abord à isoler comptablement tous les marchés pertinents de gros sur lesquels pèsent des obligations de séparation comptable et de non-discrimination. Sont également isolés, le cas échéant, les comptes des offres de gros régulées et soumises à une obligation comptable en conséquence d'une analyse de marché (c'est le cas de la VGAST⁸²). Sont isolés les comptes des marchés de détail pertinents sur lesquels France Télécom a été reconnu par l'Autorité comme exerçant une influence significative et enfin les comptes des marchés de détail sur lesquels il n'a pas été déclaré puissant mais qui reposent sur un approvisionnement en offres de gros soumises à obligations.

82 - *Voir supra.*

Les transactions entre comptes, c'est-à-dire entre activités de gros et de détail, sont formalisées par des protocoles de cession interne. Ces derniers précisent à partir de quelles offres de gros sont construites les offres de détail de France Télécom. En conséquence, les protocoles contiennent les informations concernant les conditions tarifaires (les prix de cessions internes ou prix de transfert) et techniques (celles correspondant aux offres commercialisées à des tiers) pratiquées en interne et qui permettent de vérifier le respect de l'obligation de non-discrimination au niveau des marchés de gros.

D. Améliorer la transparence vis-à-vis des tiers

La décision prévoit d'élargir le champ de l'information comptable de France Télécom transmise au secteur. Ainsi l'Autorité propose-t-elle la publication d'éléments nécessaires à la compréhension de la formation des coûts de l'entreprise et à la garantie du respect de ses obligations. Cela se traduit par la publication, dans la limite du secret des affaires :

- ◆ de la description du système de comptabilisation des coûts et des méthodologies utilisées pour les répartir ;

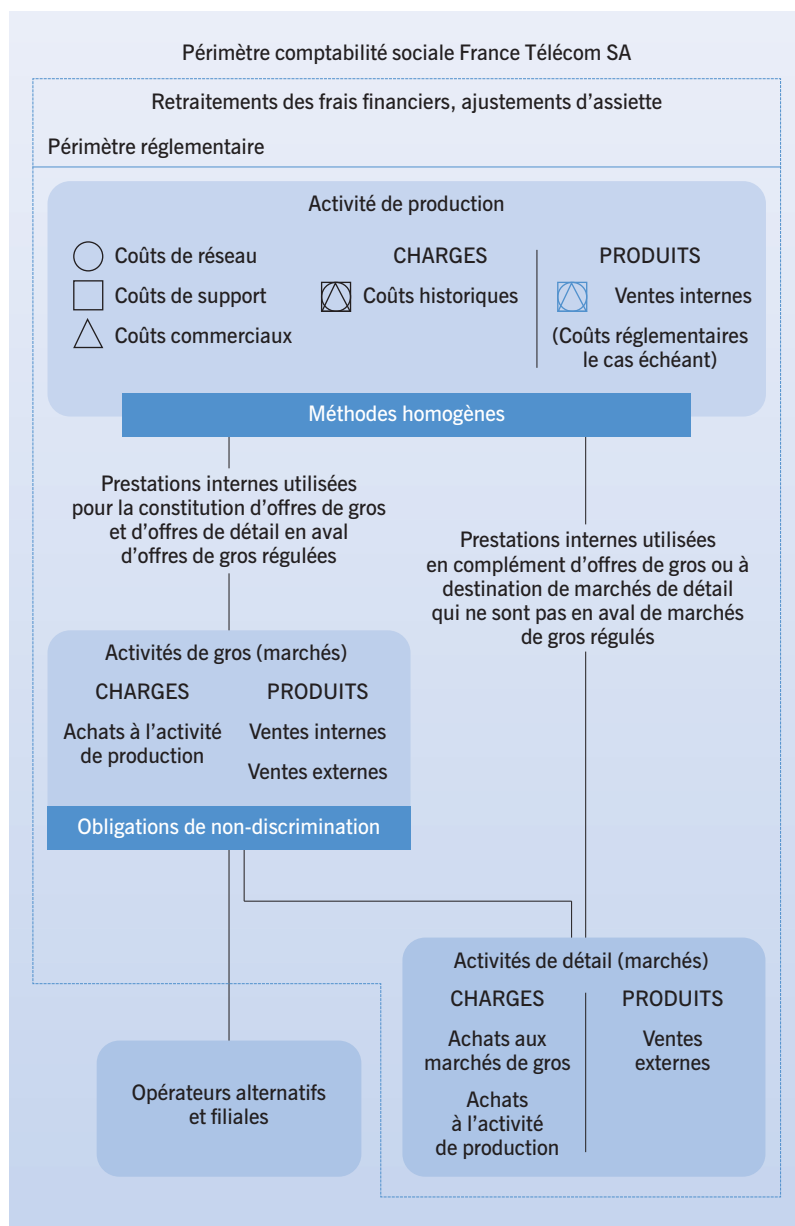
- ◆ d'éléments de réconciliation entre comptabilité sociale et comptabilité réglementaire ;
- ◆ de la liste des offres de gros sur lesquelles reposent les offres de détail (extraite des protocoles) et des prix de transfert ;
- ◆ des résultats des comptes séparés des marchés de gros et de détail lorsque ces derniers sont régulés.

Conformément aux dispositions légales, le système de comptabilisation des coûts et le dispositif de séparation comptable sont par ailleurs audités et l'attestation de conformité de ces comptes, ainsi qu'une synthèse des résultats de l'audit, sont publiés.

E. Préparer l'allègement de la régulation sur les marchés de détail

Les obligations comptables contribuent, en garantissant le respect par France Télécom de ses obligations au niveau de l'accès et de l'interconnexion, et en particulier le recours à ses propres offres de gros dans des conditions non discriminatoires, à créer les conditions d'une levée par l'Autorité du contrôle effectué au niveau des marchés de détail. En effet, conformément à la logique imposée par le cadre réglementaire, une régulation effective et efficace des marchés situés en amont doit permettre de résoudre les problèmes concurrentiels sur les marchés aval et de limiter l'intervention du régulateur sur ces marchés.

Schéma du dispositif de séparation comptable



Source : ARCEP.

